



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti Socialiste unifié

N° 96

7 AVRIL 1962

PRIX : 0,40 NF



Sentencieux



Lutteur



Distrait



Dédaigneux



Superbe

A QUESTION AMBIGUË...

UN petit nombre de commentateurs ont prétendu, lorsqu'a été connue la décision de notre Conseil national, feindre l'étonnement ironique — réponse de Normands, ont-ils dit. En fait, ils ont dû très vite renoncer à ce jeu. Certains, après avoir annoncé une analyse de notre position, désespérant de pouvoir déformer le sens de notre résolution, n'ont pu consacrer que trois lignes — assez fielleuses et anonymes — cachées en bas de page.

Oui à la paix.

Non à de Gaulle et au pouvoir personnel.

C'est, en effet, la réponse la plus claire que l'on puisse donner à une question posée dans des conditions telles qu'elle impose à tous ceux qui choisissent soit le « oui » soit le « non » de recourir à la méthode de la restriction mentale pratiquée avec un art consommé — nous pouvons bien lui rendre au moins cet hommage — par le chef de l'Etat. L'U.N.R. est, en effet, le seul parti qui n'ait assorti son « oui » d'aucune réserve. Encore faut-il ajouter qu'à lire les discours de Debré ou de Chaban-Delmas, on a l'impression que leur

par Robert VERDIER

« oui » au pouvoir personnel est prononcé avec plus d'élan que leur « oui » aux accords d'Evian.

Notre réponse est double, puisque — ainsi que tout le monde l'a reconnu — la formule proposée aux électeurs dimanche prochain enferme, en réalité, deux questions : l'approbation des accords d'Evian, l'octroi de la confiance à de Gaulle pour la suite, et pas seulement la suite de l'affaire algérienne.

Nous n'avons pas voulu qu'un « non » inspiré par la deuxième question pût être interprété comme un « non » à la première !

Nous n'avons pas davantage admis qu'un « oui » à la première risquât d'être interprété comme un acquiescement à la seconde !

Personne, au demeurant, ne peut éprouver la moindre incertitude sur les sentiments de notre parti qui a, de tout temps, lutté et avec tant de combativité pour la paix négociée sur la base du droit pour le peuple algérien de choisir l'indépendance. Notre action passée nous dispense de jouer la comédie de ceux qui volent au secours de la paix une fois conclus les accords d'Evian. Nous avons, dans ce domaine, suffisamment de titres.

La solution si longtemps refusée a finalement été imposée. Pour le règlement définitif, pour l'application des accords d'Evian, pour la lutte contre les résistances et les provocations de l'O.A.S., notre pression continuera à s'exercer, comme elle s'est exercée pour la paix négociée. Mais demain, pas plus qu'hier, nous n'oublierons de combattre en même temps le régime lui-même.

Réponse double, mais réponse claire à un pouvoir qui a besoin, lui, d'entretenir systématiquement l'équivoque et la confusion.

... RÉPONSE CLAIRE :

OUI
à la Paix

NON
au régime gaulliste



Maquignon



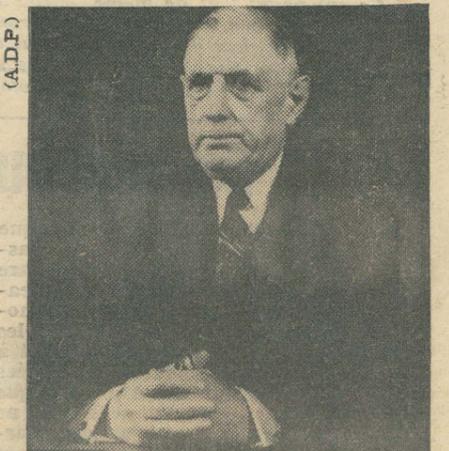
Inspiré



Royal



L'Etat, c'est moi



Incompris

On peut tromper une partie du peuple tout le temps
On peut tromper tout le peuple une partie du temps
On ne peut tromper tout le peuple tout le temps (Abraham Lincoln)

Mardi 27

LE Conseil municipal de Paris ne peut se résoudre à voter une motion approuvant tout à la fois le cessez-le-feu en Algérie et condamnant les activités fascistes de l'O.A.S.

Il est vrai que peu de gens s'arrêtent aux démêlés politiques de cette assemblée ou siège — ès qualité — M. Papon, préfet de police, dont on connaît l'énergie déployée lors des manifestations populaires antifascistes...

De son côté, le Conseil municipal de Brest s'incline devant toutes les victimes du F. L. N. et maintenant de l'O.A.S.

Quant au cessez-le-feu, pour l'approuver, il faut aller devant le Conseil général de l'Hérault.

Les « Actualités françaises » — pudiquement — évoquent quelques événements d'Algérie.

Objectivité de la presse filmée : l'O.A.S. n'y est pas mentionnée !

Le journal « Le Monde » et Gilbert Mathieu sont condamnés dans le procès en diffamation intenté par Joël Le Tac, député U.N.R. du XVIII^e arrondissement, à propos des articles, mettant en cause la Société Parisienne d'Information et de Diffusion (laquelle diffusa un éphémère journal, « Paris-XVIII^e ») et ses rapports avec le C.N.L. Le Comptoir National du Logement avait financé la S.P.I.D. pour une somme de 33 millions et demi d'anciens francs.

Malgré le jugement favorable à M. Le Tac, le tribunal n'en a pas pas moins constaté « l'extrême légèreté avec laquelle ont agi un groupe de journalistes ». Il faut, là, comprendre qu'il s'agit des amis de M. Le Tac qui associèrent la S.P.I.D. au C.N.L., se servant ainsi de l'argent des souscripteurs d'appartements pour fonder un journal électoral.

Avec « Le Monde » sont condamnés l'« Humanité-Dimanche », « Libération » et l'« Aurore ».

M. Le Tac et l'U.N.R. vont pouvoir se parer de la blanche hermine de l'innocence.

Ce qui n'évitera nullement à la S.P.I.D. l'obligation de rembourser les 33 millions au C.N.L. qui pourra alors les employer utilement à construire des appartements, but de l'activité du Comptoir National du Logement et espoir de ses souscripteurs.

Ce qui paraît tout de même plus logique que de financer une feuille de chou « arrondissementaire », électoraliste et U.N.R. de surcroît.

Mercredi 28

LA police était prévenue des menaces qui pesaient sur le local de la permanence du parti communiste dans le XVIII^e arrondissement de Paris. La police judiciaire avait elle-même alerté le P.C.

Ce qui n'empêcha point que des jeunes vinrent provoquer les militants de garde dans la permanence. Ceux-ci tombèrent dans le piège et, au cours d'une bagarre, les agresseurs tuèrent à coups de poignard un militant communiste et firent un blessé.

A Lyon, en plein centre de la ville, attaque à main armée contre le siège du P.C.

A Clermont-Ferrand, le lycée Blaise-Pascal a failli flamber deux fois de suite. Comme on a découvert plusieurs foyers d'incendie et que six élèves suspects d'activisme O.A.S. avaient été appréhendés précédemment, la malveillance O.A.S. paraît certaine.

A Montpellier, le sigle O.A.S. sur un tableau d'école signe l'incendie qui a endommagé le bureau de la directrice et le saccage de fournitures scolaires.

Parmi les sept membres d'un réseau O.A.S. arrêtés, on compte trois jeunes filles.

Le plastiquage d'une locomotive, des bombes déposées entre les voies provoquent un arrêt de travail des cheminots de la gare de l'Est.

Les « Français de souche nord-africaine » — c'est la prose du ministère de l'Intérieur — résidant en France ont « vingt jours pour déposer les armes, munitions et substances explosives qu'ils sont susceptibles de détenir ». Passé ce délai, ajoute le communiqué, investigations et sanctions prévues par la loi.

Bon. Mais comme le communiqué ne vise expressément que les « Français de souche nord-africaine », les Français de souche non nord-africaine peuvent — a contrario — continuer à jouer avec les armes, munitions et substances explosives... et les déposer, non au ministère de l'Intérieur, mais, de préférence, sur le rebord des fenêtres, devant les portes ou sous les voitures...

Enfin, si vous êtes Monégasque ou Moldo-Valaque, tout vous est permis... Doulez France !

Le lieutenant de vaisseau Guillaume — qui vient d'être arrêté à Tlemcen — ne s'était jamais caché de ses opinions.

D'opinion d'extrême droite, P.S.F. avec La Rocque, puis P.P.F. avec Doriot, général promu par Pétain, son père lui avait ouvert la voie. Le fils ne se fit pas prier. Après avoir combattu en Indochine (son

frère y fut tué), il se rallia en avril 1961 au putsch, tentant d'entraîner la marine dans l'aventure.

Quatre ans de prison avec sursis lui donnèrent tout loisir de rallier Salan et de devenir l'adjoint de Jouhaud. Ils vont se retrouver au banc des accusés.

Le journal « Le Monde » nous apprend qu'en 1961, la France a vendu 54.187.849 bouteilles de champagne contre 49.265.501 en 1960.

Ne croyez pas que tout ce champagne va à l'étranger, puisque les exportations ne représentent que 28 p. 100 des ventes totales. Les ventes sur le marché intérieur ont progressé de 10 p. 100 sur l'année 1960.

Les statistiques n'indiquent pas combien de gens, dans la population ouvrière, boivent du champagne aussi aisément.

Surtout pas les travailleurs d'Hennebont qui ont parcouru douze kilomètres sous la pluie pour venir à Lorient protester contre l'éventuelle fermeture de l'usine qui les fait vivre et exiger le développement industriel de la région.

Va-t-on assister à un nouveau Decazeville ?

Vendredi 30

LE Conseil général de la Seine a tout de même trouvé 77 voix contre 39 pour condamner l'O.A.S.

Au cours de cette tumultueuse séance, M. Bernard Lafay invita le préfet de la Seine à « faire nettoyer les immeubles souillés par les membres du parti communiste ».

Quant aux décombres provoqués par les plastiquages de l'O.A.S., ils n'intéressent pas M. Bernard Lafay. On croit rêver...

Nouvelle forme de mendicité : la « mendicité avec menaces ».

A Montpellier, un clochard interpellait les passants et les menaçait de représailles en brandissant sous leurs yeux des tracts O.A.S.

A la Banque d'Oran, l'O.A.S. a mieux réussi, et sans mendier... Le clochard de Montpellier est en taule, les gangsters d'Oran sont en fuite.

Un moine indien vient d'arriver en France pour y faire des conférences sur la tolérance.

La R.T.F., qui vient d'interdire une émission de Lalou et Barrère sur le même sujet, n'aurait pas, aux dernières nouvelles, l'intention de faire parler l'ascète indien.

Le chef de gouvernement — il s'agit de M. Debré — s'est attribué 1.800.000 NF qui s'ajoutent aux 10 millions de nouveaux francs qui seront mis à la disposition du ministre de l'Intérieur (soit un milliard 180 millions d'anciens francs). Cette somme finan-

cera la campagne du référendum.

C'est ce qu'on doit appeler la « mise en conditions ».

A ce prix, il y aura sûrement des « oui » plus ou moins spontanés...

Samedi 31

JUSQU'A ce que l'autodétermination ait décidé autrement, il n'y a devant la loi que des Français à droits égaux. En principe, tout au moins.

Car, arrêtés en même temps que M. Aberhamane Farès, MM. Leuti et Baudrillart se sont vus refuser leur demande de mise en liberté... provisoire. On sait que M. Farès est devenu président de l'Exécutif provisoire, ce qui est une bonne chose pour lui, mais les autres...

La France est le pays de Descartes. Mais la Justice, d'où est-elle ?

Le Festival du film africain — après le colloque franco-africain sur le développement des échanges culturels — est frappé d'interdiction gouvernementale. Les films qui devaient être projetés, œuvres de Jean Rouch, Jean Cocteau, etc., avaient tous le visa de censure.

C'est ce qu'on appelle, peut-être, préparer une Communauté renouvelée...

Dimanche 1^{er}

LE Conseil général de la Seine n'a pas voulu être en reste avec le Conseil municipal de Paris. Après un débat tumultueux — où les injures furent échangées allégrement — un conseiller général communiste proposa un texte condamnant l'action de l'O.A.S. et réclamant des mesures contre les auteurs de l'attentat d'Issy-les-Moulineaux.

Soixante-dix-sept voix pour (indépendants, action municipale, U.N.R. et M.R.P. ont préféré s'abstenir que condamner l'O.A.S. aux côtés des communistes, des S.F.I.O. et du P.S.U.).

Au moins, c'est assez clair pour les électeurs...

Si vous savez dessiner, ne le faites jamais au restaurant sur une nappe en papier.

Pour avoir évoqué au crayon un militaire pendu, un dessinateur d'occasion a été condamné à Tarbes à quatre mois de prison avec sursis pour « offense au chef de l'Etat ». A noter qu'il était resté en détention préventive durant un mois.

Il paraît que l'on aurait reconnu le Président de la République aux deux étoiles.

Encore une victoire du militarisme, en quelque sorte...

Le Premier ministre n'y va pas par quatre chemins. Devant l'U.N.R., il a déclaré que les élections de juin 1951 avaient été truquées.

Le chef de gouvernement a affirmé que « les Parlements de 1918 à 1958 ont poussé la République à la décadence ».

Là, il faut bien reconnaître que le « Courrier de la Colère » a beaucoup aidé à cet abâtardissement, quoiqu'on n'ait jamais enregistré à l'époque de démission d'un certain Debré...

Mais il est vrai, toujours selon le chef du gouvernement, que la République n'existait pas avant 1958. Dire qu'il y en a qui croyaient, au contraire, que...

Le général de Gaulle a relevé une République affaissée et vacillante. C'est pourtant ce qu'a dit M. Terrenoire : « Si la République est debout, c'est grâce au général de Gaulle. »

Que pensent de tout cela MM. Guy Mollet, Edgar Faure et tous ceux qui se croient parlementaires, républicains, avant d'être gaullistes ?

Des prototypes de maisons sous-marines vont être construits. Ni M. Sudreau, ni M. Pouillon, ni le C.N.L. ne seraient dans le coup. C'est le commandant Cousteau qui a eu cette idée pour loger — à 60 mètres sous la surface — des hommes-poissons.

De nombreux parlementaires auraient déjà fait une demande de logement. Ils savent nager, eux...

Le maire de Roubaix a accroché la Légion d'honneur sur le corsage d'une ouvrière de 31 ans qui travaille depuis 68 ans dans la même usine.

Qu'est-ce que ça prouve ? Que soixante-huit ans de travail n'ont pas permis à un vieillard de finir sa vie dans le calme d'une existence bien remplie.

Cette ouvrière a connu cinq générations de patrons... aujourd'hui retirés des affaires, peut-être...

B.-A. BENOIST.

SOLIDARITÉ

Après le drame atroce qui s'est déroulé à Issy-les-Moulineaux, le Comité d'entreprise de la direction de la « S.O. F.A.M. » (Vitry-sur-Seine) s'est ému du terrible sort qui a frappé Mlle Kizilian (couturière) et a décidé de lui offrir, dès sa guérison, un poste de standardiste, avec équipement spécial, dans son établissement.

En attendant la guérison de Mlle Kizilian, le Comité d'entreprise a décidé de lui envoyer chaque mois une subvention équivalente au salaire que touchera l'intéressée afin qu'elle ne soit pas dépourvue de ressources pendant sa maladie.

Voilà un exemple de solidarité que nous sommes heureux de communiquer à nos lecteurs.

Le regroupement des classes de fin d'études primaires

Actuellement dans chaque école primaire existe une classe de fin d'études qui prépare au certificat d'études. L'Education nationale a décidé de modifier cet état de choses : les classes de fin d'études seront à la rentrée prochaine regroupées par quatre. C'est-à-dire que certains groupes scolaires ne comporteront plus aucune classe de fin d'études et devront donc envoyer leurs élèves de douze à quatorze ans dans ceux qui en posséderont plusieurs.

fin d'études divers ateliers. Sur ce point elle ne semble guère entendre les observations du S.N.I. qui s'étonne, par exemple, de voir des classes de fin d'études quitter des groupes scolaires équipés d'ateliers pour d'autres qui n'en possèdent pas...

En fait il s'agit là d'une réforme de détail alors que notre système d'enseignement a besoin d'une réforme d'ensemble s'inspirant du projet établi par la Commission Langevin-Wallon dès le lendemain de la Libération. Il est vrai que le projet Langevin-Wallon supposait un effort budgétaire considérable. La réforme présente, cumulée avec d'autres mesures (plus de classe de moins de 35 élèves dans le primaire, de moins de 50 élèves dans les écoles maternelles) a des ambitions d'un ordre différent : faire des économies. On y parvien-

dra effectivement le jour où l'enseignement secondaire sera dispensé par des instituteurs au lieu de professeurs. Ces institutrices bénéficieront alors de parcimonieux avantages qu'on étendra un jour ou l'autre à ceux de classes de fin d'études. Il n'y aura plus d'instituteurs dans le cycle élémentaire ? Qu'importe ! Il y aura deux solutions : soit les remplacer par les institutrices d'école maternelle elles-mêmes remplacées par des jardinières d'enfants embauchées à vil prix, soit les remplacer directement par des éléments ne possédant que le brevet élémentaire. Dans l'un et l'autre cas, on fera de substantielles économies et on se flattera de faire de la « promotion sociale ». De mauvais esprit ironisent sans doute proclamant qu'on ne devrait pas manquer d'argent puisque la « pacification » de l'Algérie a heureusement

abouti, puisque nous sommes d'une générosité sans bornes à l'égard de l'enseignement privé...

Un détail encore : l'avis des syndicats d'enseignement n'a pu se faire connaître qu'au sein du « comité technique paritaire » sans existence légale et purement consultatif (des risques sont ainsi fort heureusement limités). Un vote y étant intervenu, l'administration a battu le S.N.I. grâce à l'abstention du syndicat des directeurs (syndicat de catégorie) et du S.G.E.N. (C.F.T.C.), lequel a éprouvé le besoin de s'en excuser en envoyant une note dans toutes les écoles.

Quant à l'avis des parents, des municipalités, des conseils généraux, des délégués cantonaux ? je n'ai pas osé dire qu'il ait pu se faire entendre...

G. DEVILLE-CAVELLIN

Trois résultats électoraux très intéressants pour le PSU

Pas-de-Calais

Le P.S.U. fait de brillants débuts dans le Pas-de-Calais.

— Conseil général, canton de Lens Nord-Ouest :

- Inscrits 22.009
- Suffrages exprimés 15.106

Ont obtenu :

Glorieux, P.C.	5.856	38,77 %
Delebis, S.F.I.O. ...	5.457	36,12 %
ALBERT, P.S.U. ...	1.343	8,89 %
Lemoil, M.R.P.	1.256	8,31 %
Leblond, U.N.R., ..	1.194	7,91 %

Il y a ballottage. Nous ne saurions trop féliciter notre camarade Louis Albert et les camarades de Lens de ce résultat particulièrement encourageant. Pour sa première candidature, le P.S.U. se classe au troisième rang, devançant le M.R.P. et l'U.N.R. et obtient un pourcentage important de voix, alors que les deux partis arrivés en tête disposaient de moyens puissants de propagande et s'appuyaient sur une longue tradition.

Bravo ! Le P.S.U. fera de plus en plus parler de lui dans ce département comme partout.

Calvados

— Canton de Trouville, Conseil général.

- Inscrits 10.297
- Suffrages exprimés 6.400

Ont obtenu :

Deliencours, Union cantonale	2.373
Laine, Républicain libéral ..	2.334
Rochereuil, P.C.	838
BOURDON, P.S.U.	544
Rophe, ancien député S.F.I.O., soutenu par les indépendants de gauche et les radicaux	304

Il y a ballottage.

Ainsi, Bourdon a obtenu 8,5 % des suffrages et a nettement devancé l'ancien député S.F.I.O.

Plus de 14 %

des voix

à Gentilly

Election municipale pour trois sièges à la suite du décès du maire communiste Frerot :

- Inscrits 11.822
- Suffrages exprimés 6.755

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

• Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV°)
SUF. 19-20

• Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX°)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

• Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15°.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9°)

Ont obtenu :

Parti Communiste	4.427	3 élus
S.F.I.O.	1.353	
P.S.U.	960	14,21 %

Il n'y avait pas de liste de droite. La S.F.I.O. en a bénéficié.

Nos trois camarades Touzelin, Biararana et Boussuge, qui ont mené une ardente campagne et fait connaître partout le programme du P.S.U., ont enregistré de très grands progrès.

Aux élections municipales de 1959, avec 8.945 suffrages exprimés, la liste U.F.D., sur laquelle figuraient nos amis, avait obtenu 865 voix.

Il y a eu cette fois 2.190 votants en moins et ils ont 95 voix de plus. Leur pourcentage est passé de 9,6 à 14,21. C'est un véritable succès qui sera suivi de beaucoup d'autres.

...et des nouvelles adhésions

« Les choses étant ce qu'elles sont... », j'estime qu'il est le moment ou jamais de rallier un groupe dont l'attitude face au fascisme est claire, et fixée une fois pour toutes.

« L'O.A.S. en fin de compte obtient des résultats qui se retournent contre elle : comme moi, beaucoup de gens exaspérés par tant de violences adhérent et adhéreront à la gauche. Comme moi, ils n'en auraient peut-être rien fait si le nazisme revu et corrigé par des héros ratés, mais criminels adroits, ne les avait mis en présence d'actes indignes.

« Rendons grâce à Salan de cette propagande involontaire. »

Ch. B.,
Toulon (Var).
23-3-1962.

« Depuis des années, je lis régulièrement France Observateur qui est pour moi le plus sympathique des journaux. Je suis plutôt très à gauche et vraiment écoeuvré de l'indifférence qu'affichent la plupart des personnes de mon entourage (camarades, collègues, etc.) ; en dehors de leurs préoccupations personnelles, plus rien ne les intéresse, ce qui se passe en Algérie les indiffère totalement. J'aimerais me faire inscrire au P.S.U... »

Mlle G. C.,
Enghien-les-Bains (S.-et-O.).

« Depuis 1922 je suis au parti S.F.I.O. J'ai milité pendant 15 ans dans l'arrondissement de Melun avec le camarade Arthur Chaussy, député de Melun, décédé. Nommé à Meaux, j'ai pris en main la section de Meaux. Retraité depuis 1946, je réside maintenant à Chamesson-sur-Seine (Côte-d'Or). J'ai quitté le parti en 1960 par suite de l'attitude politique et néfaste de Guy Mollet. »

H. B.,
Chamesson-sur-Seine.
31-3-1962.

« Le P.S.U., depuis sa fondation, exprime des opinions politiques conformes aux miennes. Il eût donc été normal que j'y adhère depuis le début.

« Votre position vis-à-vis du référendum, celle que j'avais déjà décidé de prendre, rejette mes hésitations.

« De plus, ce n'est pas seulement avec des idées que l'on peut combattre le fascisme. A l'heure où nous vivons, il faut prendre parti : ouvriers ou savants, tous doivent s'unir si nous voulons voir vaincre la démocratie. »

R. S.-M.,
Paris (5°).
2-4-1962.

OUI à la paix NON au régime gaulliste

Le Conseil National extraordinaire du P.S.U. s'est réuni à Paris les samedi 31 mars et dimanche 1^{er} avril.

Ses délibérations, on le sait, avaient essentiellement pour objet de fixer la position du parti sur le référendum du 8 avril prochain.

On trouvera ci-dessous le texte rapporté, après délibérations de la Commission des résolutions, par Jean Poperen et adopté par le Conseil National par 436 mandats.

Gilles Martinet était le rapporteur du texte préconisant la réponse « Oui » (voir p. 10) qui a obtenu 242 mandats.

D'autre part, 26 mandats s'étaient prononcés en faveur de la réponse « Non ». Le Conseil National a également voté à l'unanimité une résolution sur l'amnistie (voir p. 4) qui avait été rapportée par Robert Lohrer.

Enfin, on trouvera (en page 4 également) le texte relatif au Colloque organisé par l'« Association pour la sauvegarde des institutions judiciaires et la défense des libertés individuelles ». Rapporté par Gilles Martinet, ce texte a été adopté à l'unanimité moins 6 abstentions et 6 voix contre.

Résolution adoptée par le Conseil National du PSU

AVEC le cessez-le-feu, le rétablissement de la paix en Algérie est en vue. Cet accord représente un pas décisif dans la marche du peuple algérien vers une totale indépendance. Le peuple algérien n'a arraché cette victoire qu'au prix de centaines de milliers de morts, de sacrifices énormes, de souffrances atroces. Le résultat du référendum ne saurait la remettre en cause.

Les travailleurs français ont agi pour une telle issue avec une résolution et une cohésion accrues ces derniers mois.

Etait-il besoin d'un référendum pour connaître l'avis de l'immense majorité du peuple ? Est-il besoin d'un référendum pour donner au Pouvoir le moyen de liquider le terrorisme O.A.S. ? Sur tout cela, la volonté de la nation, volonté trop longtemps ignorée par le Pouvoir, volonté brutalement combattue par lui voici quelques semaines encore, sur tout cela la volonté de la nation est claire.

Dire « oui » signifierait que nous faisons confiance au Pouvoir pour anéantir les réseaux de l'activisme et en extirper les racines.

Le Pouvoir se préoccupe surtout de restaurer la confiance et l'unité de l'armée, de renforcer l'énorme appareil policier et répressif, d'organiser une justice à sens unique : dès maintenant, Frey parle d'amnistie et de pardon, pressé de rétablir entre les diverses forces réactionnaires l'harmonie compromise par l'épisode final de la guerre d'Algérie.

L'habitude des mesures autoritaires, le régime d'exception demeureront prêts à servir contre les organisations syndicales et les partis de l'opposition de gauche.

Plus il y aura de « oui », plus la paix paraîtra l'affaire personnelle de de Gaulle et plus le système sera renforcé dans sa volonté de réduire le rôle propre des forces populaires.

Comment laisser croire qu'il ne s'agit que des accords d'Evian ? En fait — et de Gaulle l'a précisé dans son discours du 26 mars — c'est bien l'ensemble de la politique gaulliste pour hier et pour demain qu'il s'agit d'approuver.

Pour la troisième fois en moins de quatre ans, de Gaulle cherche l'occasion de faire légitimer le régime issu du coup de force du 13 mai et de faire avaliser une politique antipopulaire et reconnue

comme telle aujourd'hui par de nombreux travailleurs et organisations.

On ne peut s'affirmer contre cette politique et en même temps lui dire « oui ».

Le rôle du Parti Socialiste Unifié, dont les chances se mesurent à sa capacité d'initiative, n'est pas de « coller » en chaque circonstance à la poussée majoritaire. A ce compte, il aurait fallu voter « oui » en 1958 et en 1961.

Le rôle du P.S.U. est de déterminer le sens de l'évolution des masses. Or, il est unanime depuis plusieurs mois à constater que l'audience du régime, pour des raisons diverses, s'est notablement affaiblie.

La décision du P.S.U. doit s'inscrire en pointe de l'évolution générale du peuple contre le régime : le P.S.U. entend rallier tous les travailleurs, tous les antifascistes qui seront conduits à entrer en opposition plus directe et plus active avec le Pouvoir. Le refus du P.S.U. de dire « oui » à de Gaulle n'est donc pas un combat d'arrière-garde : pour la période qui vient, c'est le premier geste politique de la fraction la plus dynamique et la plus consciente de la gauche antigauilliste et socialiste qu'il représente.

Ce geste souligne la continuité de notre effort pour que le rassemblement solide et durable des travailleurs soit construit en vue de changements profonds des structures économiques, sociales et politiques de la France.

Il va de pair avec nos initiatives pour l'organisation de l'action commune des antifascistes. Il confirme notre refus des regroupements éphémères, tactiques, voire électoralistes.

En refusant le « oui » à de Gaulle, le P.S.U. sera l'espoir et le pôle d'attraction de tous ceux que rebutent les compromissions des partis traditionnels.

Nous appelons tous ceux qui, de plus en plus nombreux ces derniers mois, nous ont suivis dans l'action, à refuser une troisième fois l'imposture du plébiscite.

Le 8 avril, les travailleurs, les démocrates français manifesteront de différentes manières leur refus de voter « oui », par le dépôt d'un bulletin surchargé. Le P.S.U. les appelle à dire clairement « oui à la paix », « non au régime gaulliste ».

Le billet de Jean Binot

Les enfants perdus

Il y avait déjà les « soldats perdus », qui firent le 13 mai et rêvaient d'en faire un second. Mais le bénéficiaire du premier a estimé qu'un seul 13 mai suffit à sa renommée.

Imitant son maître et modèle, Debré vient d'inventer les « enfants perdus » — entendez par là les gens de l'O.A.S. parmi lesquels il compte tant d'anciens amis et connaissances...

Anciens ? Mais pourquoi parler au passé ? L'amitié, vous savez, c'est très vivace !

Soldats perdus, enfants perdus, il paraît que le « oui » plébiscitaire aurait le pouvoir de les exorciser. Nul ne le croit et surtout pas celui qui l'affirme.

Toutefois faut-il comprendre sa mélancolie : s'ils avaient été retrouvés, la salle de la Mutualité où, le 30 mars au soir, s'exhibait Debré avec toute sa troupe, cette salle au lieu d'être pleine aux deux tiers eût été trop petite — autant de oui perdus que ces enfants perdus.

Colloque juridique sur les conditions d'un retour à la démocratie

Le cinquième colloque juridique organisé par l'Association pour la Sauvegarde des Institutions judiciaires et des Libertés individuelles s'est tenu à Paris, au Palais de l'U.N.E.S.C.O., les 31 mars et 1^{er} avril. Les précédents colloques avaient étudié le problème algérien de façon si complète et si objective que les conclusions adoptées par eux figuraient aux dossiers des deux délégations lors des pourparlers d'Evian et ont été retenues pour l'essentiel dans le texte des accords. Rappelons que le P.S.U. avait approuvé notamment les recommandations du colloque de Royaumont tenu en juillet 1960.

L'INTERET du dernier colloque résidait dans le fait qu'y étaient étudiées « les conditions de retour à la démocratie », dans le fait aussi que des membres du P.C. et de la S.F.I.O. y participaient aux côtés de militants de diverses formations de gauche. La S.F.I.O., en particulier, qui avait boudé les derniers colloques était représentée entre autres par Francis Leenhardt — président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Plusieurs membres du P.S.U. participaient également aux débats, notamment Pierre Mendès France, Charles Hernu et Pierre Stibbe.

Charles Hernu a déclaré avoir abandonné sa thèse en faveur du régime présidentiel du fait que de Gaulle « a abimé l'idée présidentielle » en donnant un sens césarien à l'évolution générale vers la personnalisation du pouvoir. Pierre Stibbe a défendu, conformément au projet de programme du P.S.U., l'idée d'un gouvernement de législature, la dissolution du Parlement intervenant après la seconde crise en cas d'éclatement de la majorité. Pierre Mendès France a fait adopter par le colloque l'idée d'un gouvernement de transition qui aurait notamment pour but de résoudre définitivement le problème algérien, d'écartier les dangers de guerre civile suscités par les groupes factieux en France même, enfin de mettre au point la procédure permettant de créer des institutions nouvelles.

Il a été précisé à ce sujet dans la motion sur la transition adoptée par le colloque que « le gouvernement proposera les bases fondamentales des institutions nouvelles aux points de vue politique, économique, social et culturel ». L'idée d'une Constituante proposée par les communistes a été écartée. Une controverse sur l'instabilité gouvernementale a opposé Francis Leenhardt et Léo Figuières, du parti communiste. Pour le premier, l'instabilité ministérielle sous la IV^e République résidait dans l'absence de « verrous » propres à les éviter, pour le second, elle était la conséquence de « l'infidélité aux aspirations populaires » et de l'ostracisme dont le P.C. était l'objet.

Après de longs et difficiles débats en commission, les représentants de

la S.F.I.O. ont admis que « seul un gouvernement appuyé sur les forces populaires et démocratiques et soutenu par elles, passant avec elles un contrat de loyauté, peut assurer cette transition et diriger le pays au cours de cette période ».

Il est peu probable cependant qu'il s'agisse là d'une modification fondamentale de la politique anticommuniste de la S.F.I.O. Cependant, la proximité d'élections — en vue desquelles l'U.N.R. entend procéder aux alliances les plus possibles à droite — pousse la S.F.I.O. à permettre des alliances à gauche qui, dans certains départements, pourraient se faire à son profit. Les dirigeants S.F.I.O. sont sans doute prêts à couvrir de tels accords, tout en fermant les yeux par ailleurs sur des alliances avec la droite.

Le P.C., de son côté, est soucieux de se rapprocher de la S.F.I.O. C'est sans doute pourquoi il a accepté, non sans difficulté, le texte de la commission des Institutions qui insiste sur la réforme de l'enseignement et précise qu'une « véritable démocratie économique et culturelle ne peut se concevoir sans la réalisation préalable de réformes permettant l'élaboration d'une planification démocratique ».

(Suite page 9).

Eux aussi doivent sortir

Il eût été assurément facile pour le pouvoir gaulliste d'englober dans les accords d'Evian, comme le demandaient les négociateurs algériens, l'amnistie en faveur des Français ayant aidé le F.L.N. Ils ne sont pas deux cents. Cela n'aurait pas soulevé de grands problèmes. La logique l'eût voulu ainsi puisqu'ils étaient, encore dans les prisons, mêlés aux combattants algériens avec qui, d'ailleurs, ils participèrent à la grande grève de la faim de novembre dernier.

Il serait scandaleux, comme Pierre Stibbe le soulignait dans le dernier numéro de « France-Observateur », que « des Français, poursuivis pour avoir hébergé des militants du F.L.N., demeurent en prison tandis que leurs anciens hôtes en sortiraient ».

Pourtant, si, par exemple, Abderhamane Farès a été libéré ainsi que Hakimi et Tidjani, les deux Français arrêtés dans la même affaire : Jean-Marie Leuti et François Baudrillart sont, eux, restés en prison.

Il n'y a pas à s'en étonner. En régime capitaliste, le pouvoir ne cède rien qu'il ne se sente contraint de céder. Toute concession est l'expression d'un rapport de forces. Et, même quand il doit céder, le pouvoir ne se prive pas d'essayer d'affaiblir l'adversaire en divisant ses forces. Ainsi en est-il aujourd'hui. Contraint de signer les accords d'Evian et donc de rendre aux Algériens leurs com-

battants prisonniers, le gouvernement français retient en prison les Français qui partageaient leur combat.

La gauche française manquerait à son devoir si elle se contentait d'attendre patiemment que la logique triomphe, si elle ne réagissait pas immédiatement et avec la dernière énergie. Qu'on songe, en effet, aux sentiments de nos camarades enfermés pour action contre la guerre d'Algérie, quand ils verront partir le dernier Algérien et qu'eux resteront. Même pour les plus durs, n'en doutons pas, l'amertume sera grande. Ils n'en voudront pas aux Algériens dont ils sont bien placés pour mesurer les souffrances et apprécier les raisons de mettre fin aux combats. Mais ils nous en voudront, à nous la gauche française. Ils diront que notre satisfaction du cessez-le-feu n'aura été qu'un lâche soulagement si nous nous résignons à ce qu'ils demeurent en prison.

Le problème ne se limite pas, d'ailleurs, au sort des emprisonnés ni, pour ceux-ci, à la libération. Il y a tous ces jeunes qui, refusant la guerre, ont refusé l'armée qui la faisait : tous ces insoumis, ces déserteurs. Il y a ces soldats qui ont manifesté leur réprobation des tortures et de la guerre elle-même et qui, pour cela, ont été sanctionnés.

Il y a aussi les militaires qui, pour s'être opposés activement au putsch d'avril, ont subi les vexations et brimades parfois fort graves d'officiers dénonçant « la lutte des classes », mais ne manquant jamais de la pratiquer. Et il ne suffit pas d'obtenir l'arrêt des peines. Il faut que les sanctionnés soient rétablis dans tous leurs droits civils et politiques et que les peines soient effacées.

Certains, qui se piquent de réalisme, estimeront que, bien sûr, il faut faire quelque chose, mais que compte tenu du nombre de personnes en cause quelques dizaines de condamnés, quelques milliers d'insoumis, déserteurs ou militaires punis, il est vain d'espérer un grand mouvement et qu'en conséquence il est inutile, comme on dit, d'y « mettre le paquet ». A ceux-là nous rappellerons que dans l'affaire Dreyfus il y avait un seul individu et que l'importance d'une cause ne se mesure pas au nombre de personnes qui s'y trouvent directement impliquées.

Avec le sort des victimes de la répression pour action contre la guerre d'Algérie ou pour aide à la Révolution algérienne, c'est tout l'avenir de la lutte antifasciste qui est en jeu.

Comment peut-on mieux exalter le courage des militants engagés aujourd'hui dans cette lutte et de ceux qui viendront demain qu'en luttant avec acharnement pour arracher à la répression ceux précisément que leur courage a déjà conduits à la subir ? Le Conseil national des 31 mars et 1^{er} avril a mandaté les organismes responsables du Parti pour développer une campagne à cette fin. La mise en route doit être immédiate et le concours de tous assuré. Le temps semble long derrière les barreaux...

Albert ROUX.

Le procès de la Légion

Deux condamnations à mort, deux autres à la réclusion perpétuelle, le verdict du procès des assassins du commissaire Gavoury n'a pas été en rapport avec le réquisitoire ambigu de l'avocat général.

« A Justice est, avant tout, faite de relativité. Il faut, j'en suis d'accord, beaucoup de fermeté, mais aussi beaucoup d'équilibre. » A la suite de quoi, monsieur l'Avocat général se rassit, omettant de préciser ses réquisitions envers deux accusés, ce qui était, somme toute, la preuve d'un manque d'équilibre. Curieux, ce procès qui troubla si fort la Justice. Il y eut des déclarations et des dépositions que l'esprit le plus antimilitariste ne saurait ou n'oserait inventer. Car, évoquant ce que fut cette Légion étrangère, les témoins rappelèrent aussi sa nature. Et ce fut ainsi, par la bande, le procès de la Légion, le procès de ces corps « d'élite » dont l'armée professionnelle, d'où qu'elle soit, veut toujours s'entourer.

A écouter les officiers qui vinrent déposer, on pouvait croire à ces procès de « blousons noirs » : la Légion, une vraie famille. Vient la dissolution : certains officiers se plient, d'autres désertent. Les enfants (entendez les légionnaires) sont écartelés : où est la voie de la fidélité au 1^{er} R.E.P. ? Ainsi l'explique le colonel Brothier :

« ...C'est une des caractéristiques exceptionnelles de la Légion que cette fidélité de chiens des hommes à leurs cadres. C'est auprès d'eux qu'ils trouvaient le squelette d'équilibre que la vie civile ne leur avait pas donné. Ainsi ils reportaient sur leurs officiers toute la somme d'attachement et d'affection dont ils sont capables. Car ils sont sans esprit critique. De leurs officiers, ils acceptent tout, même l'extravagant. C'est, je crois, ce qui les a menés ici. Car nous avions tous un attachement à notre troupe. Tous nous souhaitons qu'elle survive. Et eux ont pensé que la fin de l'Algérie française consacrerait la fin de la Légion. Certes, après les événements d'avril 1961, il était logique que l'on arrêtât des officiers. Mais je ne pense pas que pour les hommes qui sont ici, se soit posé le problème d'un choix. Ils ont assisté au spectacle de ces cadres qu'ils croyaient infaillibles et qu'ils ont vu se disloquer. Ils ont suivi alors ceux qu'ils avaient l'habitude de suivre. »

A son tour, le commandant Martin témoigne : « Ses chefs étaient sa famille, son foyer. Il a cherché refuge dans la clandestinité (il s'agit de Dovecar) où il a retrouvé d'anciens officiers de son régiment. »

Une vraie famille

Le sommet sera atteint lorsqu'un ancien capitaine du 1^{er} R.E.P. dira : « Je me demande jusqu'à quel point ils n'ont pas déserté par fidélité. Car la fidélité du légionnaire, c'est celle au chef direct qui le commande. » Et après tout, pourquoi pas ? Lorsque la

Légion étrangère, au nom de la France, « matait le bicot », voici quelques années, personne ne s'en étonnait. Il est vrai que l'Algérie n'était pas encore la France.

L'assassinat réglementaire

Il fut aussi rappelé, à ce procès, que les soldats ne sont pas faits pour porter la bêche (ô Bugeaud !) mais pour tuer et que des règles précises sont établies à cet effet. On le savait. Mais se l'entendre rappeler sans émotion, donc sans hypocrisie, amena ce qu'il est convenu d'appeler des mouvements divers :

— Mon camarade Petri, expliqua Dovecar, a frappé. Moi, j'ai porté le coup classique de la sentinelle.

— Voulez-vous expliquer ?

— Expliquer ? ...

Surprise. Puis récitation :

« Coup de pied au jarret, ceinture à la gorge, coup au cœur, accompagnement au poumon droit sur la personne. C'est exactement le règlement que j'ai fait » (sic).

Le tribunal, que vingt siècles de civilisation française hante, suggère une crise de conscience, quelque chose, quoi...

Réponse :

« Monsieur le Président, je suis soldat. A l'instruction on m'a appris à tuer. J'ai appliqué le règlement. J'ai travaillé avant sur des mannequins. »

Voilà les choses nettes et sans bavures. D'autres, encore, qui expliquent l'« attachement-à-la-cause-de-l'Algérie-française » :

« Moi, j'ai pensé que si un jour on perd l'Algérie, c'est la dissolution de toute la Légion, car elle ne peut venir en métropole. »

Sans nuances

Cette absence de détours dans l'argumentation, cette franchise embarrasseront vraisemblablement l'Avocat général. Comment attaquer ces déserteurs, aussi peu convaincus de leur désertion, surtout lorsqu'elle apparaît précisément comme un acte de logique soldatesque, sans du même coup... attaquer l'armée elle-même ? Les assassins du commissaire Gavoury, produits de l'armée, formés, modelés, moulés par elle, étaient-ce eux les véritables coupables ? On comprend bien que ce procès là ne pouvait être fait. Les bafouillements du réquisitoire s'expliquent ainsi.

Pour accroître encore les affres de l'accusation, n'y avait-il pas encore cette absence de nuances : les légionnaires au garde-à-vous, qu'il s'agisse d'évoquer leurs officiers félons ou les autres, les légalistes.

Mais, là-dessus, venait se greffer l'autre aspect de la question : un verdict clément aurait provoqué des remous du côté des serviteurs du pouvoir légal. La décision finale, ces condamnations largement méritées, rassureront. En fait, pour nous, le problème reste entier. Il y a des leçons à tirer. Une armée qui produit si facilement des tueurs à gages mérite qu'on y songe de plus près.

E. C.

Résolution du Conseil National

LE Conseil national considère comme positif que les membres du Parti communiste, du P.S.U., de la S.F.I.O. et de différentes organisations syndicales se soient réunis à l'occasion d'un colloque. Ces personnalités ont affirmé la nécessité de lutter pour l'élimination du pouvoir personnel et la constitution d'un gouvernement « appuyé sur l'ensemble des forces populaires et démocratiques ».

Le Conseil national estime que cette prise de position doit être rapidement suivie par des discussions ouvertes entre les différentes organisations politiques et syndicales participant directement ou indirectement au colloque.

Ces discussions devront porter aussi bien sur les objectifs immédiats que doit chercher à atteindre la gauche française que sur l'établissement d'un programme général fixant dans quelles conditions pourrait être obtenue, au terme d'une dure période de lutte, la constitution d'une démocratie nouvelle, permettant la transition vers la société socialiste française.

31 mars - 1^{er} avril 1962.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ MOINS 6 VOIX ET 6 ABSTENTIONS.

Résolution du Conseil National sur l'amnistie

LE Conseil national du P.S.U., réuni les 31 mars et 1^{er} avril 1962, adresse un salut fraternel à tous les Français emprisonnés ou poursuivis pour soutien à la lutte du peuple algérien ou refus de se battre contre lui.

Au moment où la paix va être acquise par la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie, le P.S.U. s'engage à lancer une campagne dans le pays pour la libération de tous les emprisonnés et pour l'amnistie immédiate de tous ceux qui, en France comme en Algérie, se sont refusés à combattre le peuple algérien ou lui ont apporté une aide dans sa lutte pour l'indépendance.

Dans ce but, le Conseil national mandate les organismes responsables du Parti pour prendre toutes initiatives et tous contacts en vue de constituer l'organisme susceptible de parvenir à cette fin.

31 mars-1^{er} avril 1962

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

TEMOIGNAGES et DOCUMENTS

Abonnement : 500 F. - CCP PARIS 15 162 83 A. Société, 14 rue du Lundy - COCOT (Seine)

Hommage à M. Ould Aoudi

DES RAPPELÉS

témoignent...

DOCUMENTS NOUVEAUX SUR LA TORTURE

DÉCOLONISATION

MOUVEMENT DE LIBÉRATION DU PEUPLE
34 Boulevard Garibaldi - PARIS XV

L'AFFAIRE DES ENSEIGNANTS D'ALGER

CAHIERS MAGHRÉBINS

ALGÉRIE 1964

GUERRI D'ALGERIE COLONIALISME

Comité d'Action des lycéens contre la poursuite de la guerre d'Algérie

TEMOIGNAGE CHRÉTIEN XXXVIII

DE LA PACIFICATION A LA REPRESSION

LE DOSSIER ean MULLER

Nouvelle Gauche

organe du mouvement uni de la nouvelle gauche

LES TORTURES: DES FAITS

L'ARRÊTATION DE BEN BELLAH...

L'ESPOIR ALGÉRIE

OU LES INTERLOCUTEURS DE DEMAIN

ALGERIE: la guerre s'aggrave

de trois à cinq mille disparitions

TRIBUNE

18 AVRIL 1960

Assez de sang! **NEGOCIATION**

de sanglants combats dans l'Est algérien

TRIBUNE du Socialisme

Publication mensuelle du Parti Socialiste Algérien

ARRÊTONS LA GUERRE ET SES CRIMES

LIBÉREZ LES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS

TRIBUNE

POUR LE RENOUVEAU DU SOCIALISME

Nouvelle Gauche

organe du mouvement uni de la nouvelle gauche

NEGOCIATION ou CÉSARISME

La bataille que nous menons

LA CRISE ÉCONOMIQUE N'A

La lutte pour la paix en Algérie, c'était aussi la lutte pour la vérité. Contre la propagande officielle, contre les mensonges répandus par la presse aux ordres, la R.T.F. officielle, contre l'entreprise d'intoxication de l'opinion menée par les Gaillard, Bourges-Maunoury, Mollet, Lacoste, Lejeune et autre Pfilmlin, les militants aujourd'hui membres du P.S.U. participèrent à la rédaction et à la diffusion de centaines de brochures, de journaux, de tracts, etc. Deux éditeurs courageux, les Editions de Minuit et François Maspéro publièrent, de leurs côtés, plus de quarante volumes pour dénoncer le mensonge de la pacification, pour justifier la lutte du peuple algérien. Malgré les saisies (environ trente ouvrages), la diffusion continua...

Louis HOUEVILLE

DIX ANS D'UN COMBAT D'AVANT-GARDE

Il est facile d'ironiser sur la gauche nouvelle, sur ses contradictions, ses faiblesses, ses atermoiements. Il est facile aussi d'affirmer que, face à la guerre d'Algérie, elle n'a pas eu, en plusieurs occasions, l'attitude offensive qui aurait dû être la sienne. Que de candidats à ce rôle de procureur, que d'intellectuels distingués ou de « révolutionnaires » d'un autre âge prêts à condamner et à exécuter! Mais que faisaient ceux-ci voici cinq, dix ou quinze ans?

Dans ce réquisitoire, l'erreur et la vérité sont perfidement mêlées, le contexte politique et humain estompé. Contre toute logique, la conclusion ne procède pas de l'argumentation; c'est au contraire l'argumentation qui procède de la conclusion.

Venus d'horizons divers, devant surmonter de fortes oppositions doctrinales, étrangers à certaines formes d'action, les courants qui ont abouti après de longues années de recherches, de synthèse, à la création du Parti Socialiste Unifié avaient une caractéristique commune: à un moment donné, ils se sont tous situés en rupture totale avec les buts réels, les méthodes et les moyens de leur milieu d'origine. Isolés d'abord, rejetés et combattus ensuite, ils devaient procéder à une remise en question du présent, à une recherche pour l'avenir. Allant à contre-courant, découvrant la pesante complexité des problèmes du monde moderne, il était inévitable qu'ils marquent des hésitations, jetant un regard en arrière avant de faire un nouveau pas en avant.

La lutte contre la répression colonialiste, le soutien aux combats pour la décolonisation, la recherche de formes nouvelles de coopération constituèrent un des plus solides ciments pour la construction de l'unité organique des groupes de la gauche nouvelle. Ce sera l'honneur de celle-ci que d'avoir compris très tôt, en avant-garde, l'importance du Tiers-Monde dans l'évolution de la planète et de l'impérieuse nécessité de participer activement à une transformation qui s'annonçait comme plus importante que la révolution industrielle. Ce sera aussi sa faiblesse que de n'avoir pas pu convaincre à temps la majorité des forces populaires et démocratiques de ce pays du caractère fondamental de ce qui était une de ses raisons d'être. Mais quel handicap fallait-il surmonter?

Dans une société qui se dépolitisait, dans une nation qui suivait avec constance la route facile du désintéressement pour les affaires publiques, les hommes et les petits groupes qu'ils animaient ne luttaient pas à armes égales. Affronter l'opinion, remettre en cause les principes bien établis, c'était d'abord se heurter à une indifférence savamment entretenue par les intérêts en place: 1.500.000 Français faisaient de « Paris-Match » leurs délices hebdomadaires, 3 millions d'autres savouraient la presse du cœur, et chaque jour, un million d'ouvriers, d'employés, de fonctionnaires découvraient l'actualité à travers « Le Parisien Libéré » et « L'Aurore »...

Un autre facteur intervenait. Dès le plus jeune âge, l'école — qu'elle fut publique ou privée — exaltait la supériorité de la civilisation française, de ses grands colonisateurs et de leur humanisme. Arrivé à l'âge du certificat d'études, le petit Français était convaincu que grâce à son pays, les limites de la barbarie avaient été reculées si loin, si loin, qu'elles n'étaient plus qu'un souvenir. A lui seul, le coup d'éventail « légitimait » la prise d'Alger, la conquête et l'occupation. Il ne se posait aucune question. Pouvait-il en être autrement puisque sept ans durant, ses maîtres avaient affirmé les mêmes choses et que ses livres, chaque fois avec un peu plus de détails, en apportaient

la preuve. Le confort moral et intellectuel s'installaient tout naturellement.

Les années qui suivirent la Libération virent renaître le nationalisme, chauvin et borné. Une réunion des forces apparemment contraires englobant les partis de gauche traditionnels l'attisa et l'entretint. Que devenait l'internationalisme prolétarien? Où était la fraternité?

C'est dans ce contexte que les forces de la gauche nouvelle commencèrent leur combat. C'était l'affirmation politique de la fraction la plus dynamique et la plus consciente des forces qui entendaient prendre en charge le devenir de la nation.

Il fallait redonner son sens original à la déclaration des Droits de l'Homme. Il fallait que l'Histoire descende dans les meetings, les arrière-salles de café, sur les lieux de travail? Il fallait démultiplier l'opinion, déchirer l'imagerie d'Epinal, faire découvrir les réalités humaines, politiques, sociales et économiques s'abritant derrière les vocables commodes de « mission civilisatrice », de « conquête pacifique », d'« Union française ». C'était la contestation d'un cadre politique et économique. C'était la mise en cause de la nature du régime.

Un travail considérable fut accompli dans le domaine de l'information et de l'éducation. Des dizaines de comités d'études, des centaines de brochures et de journaux, des milliers de réunions concrétisèrent cette marche en avant. En même temps, l'étude de solutions constructives et d'avant-garde était amorcée et popularisée. La jeunesse, physiquement concernée par les guerres coloniales, fut réceptive à cette action: les manifestations de rappelés le montrèrent. Leur ampleur, leur retentissement dans l'opinion qui reprenait lentement conscience eurent une incidence directe sur la victoire électorale du Front Républicain. Les tomates ultras eurent raison d'un régime débile. Mollet et Lacoste se mirent au travail: la guerre et la torture devinrent les attributs du pouvoir.

Grandissant, se renforçant, les forces de la gauche nouvelle furent de toutes les luttes. Souvent son rôle fut déterminant. influençant des milieux fort larges, elle fut un facteur essentiel de la politisation de couches sociales réputées imperméables à l'action politique. Elle permit à des formes nouvelles d'action de prendre corps. Même si, quelquefois, la méthode employée était discutable ou si elle suscitait des réserves, elles s'inscrivirent dans l'effort long, patient, de renouveau politique, démocratique et révolutionnaire. Sans elle, les batailles menées du 27 octobre 1960 au 8 février 1961 auraient-elles été possibles?

Aujourd'hui encore, en préconisant le 8 avril le vote nul (Oui à la paix en Algérie - Non à la dictature gaulliste), le P.S.U. entend rester fidèle à ses origines, au combat que beaucoup de ses militants mènent depuis dix ans. Refusant les équivoques et les alibis — comme il les avait refusés en septembre 1958 et en janvier 1961 — il se situe dans une perspective de contestation permanente et totale du régime. On ne bâtit pas le renouveau sur la compromission, on ne compose pas avec l'adversaire, on n'accepte pas de participer au truquage en se laissant enfermer dans le dilemme gaulliste.

Sans se dissimuler les insuffisances de la lutte de la gauche tout entière pour la paix et l'indépendance algérienne, les hommes et les femmes qui militent aujourd'hui au P.S.U. peuvent cependant avoir la fierté d'avoir mené souvent un combat d'avant-garde. Les nombreux militants poursuivis, condamnés, emprisonnés, matraqués et plastiqués portent témoignage de l'efficacité de cette action.

LA LUTTE - Pour le cessez-le-feu - Pour la négociation - Pour l'Indépendance algérienne

Le cessez-le-feu
la République
de de

C'EST D'ABORD

SIX ans d'efforts tenaces ont été nécessaires pour aboutir à la création du P.S.U. Dix ans durant lesquels des militants venus d'horizons divers — voire opposés — se sont dépensés sans compter, ont surmonté les découragements inévitables, les défaillances et les obstacles.

De la déjà lointaine « Gauche Socialiste Indépendante » au P.S.U., en passant par le « Centre d'Action des Gauches Indépendantes », « La Nouvelle Gauche », le « Mouvement de Libération du Peuple », le « Comité Socialiste pour la Paix en Algérie » qui allait donner naissance au P.S.A. et « l'Union de la Gauche Socialiste », une part importante des activités

fut consacrée à la lutte contre les guerres coloniales, aux problèmes de la décolonisation. La « gauche traditionnelle » se moquait alors de ces hurluberlus qui avaient l'audace de poser à l'opinion publique les vrais problèmes du XX^e siècle alors que les « combinazione » électorales constituaient l'essentiel d'une activité qui osait encore se qualifier de politique !

Dix ans après, nous pouvons reprendre ces textes. A une nuance près, ils restent valables. Qui d'autre pourrait prétendre aujourd'hui : depuis dix ans, nos positions fondamentales n'ont pas varié, notre pensée a fidèlement suivi la même ligne directrice ?

AVANT 1956

« Le congrès réaffirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il leur reconnaît le droit de réaliser leur unité et de se libérer de l'oppression extérieure (colonialisme) et intérieure (capitalisme). »

« Le congrès du M.L.P. dénonce le caractère d'hypocrisie du gouvernement français, affectant de considérer les Algériens en lutte pour l'indépendance comme des citoyens français en révolte illégale. Il proteste contre les méthodes de violence utilisées pour la répression et demande qu'un dialogue s'établisse avec les forces populaires représentatives de ce pays. »

« Il s'élève d'autre part contre l'utilisation du contingent. »

« Il dénonce comme arbitraire la dissolution du M.T.L.D. et l'arrestation de ses dirigeants et militants. »

XVIII^e Congrès du M.L.P.
11-14 novembre 1954.

« La Jeune République a conscience dans la lutte qu'elle mène pour libérer les travailleurs du régime

capitaliste, de sa solidarité profonde avec les peuples d'outre-mer. »

La Jeune République est particulièrement attentive à la situation en Algérie. Il faut créer avant tout un climat de confiance en arrêtant la répression... Une vaste confrontation groupant autour d'une table ronde les représentants de toutes les opinions devrait permettre le dialogue. »

CONGRES NATIONAL DE LA JEUNE REPUBLIQUE
1^{er} novembre 1955

« Ouverture de négociations avec les représentants qualifiés du peuple algérien et des autres territoires d'outre-mer en vue d'aboutir à ce qu'ils possèdent leur propre gouvernement, leurs institutions et leur propre administration. »

RESOLUTION DU CONSEIL NATIONAL
du M.L.P.

13 novembre 1955

« La NOUVELLE GAUCHE constate la faillite de la politique colonialiste pratiquée au mépris de la Constitution par les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir. Elle se prononce :

— pour l'établissement avec les peuples d'Outre-Mer de rapports nouveaux basés sur la reconnaissance du principe

du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, »

...Ce qui implique dans l'immédiat :

— dans les trois pays d'Afrique du Nord, négociations avec les représentants qualifiés des populations algérienne, tunisienne et marocaine sur la base de la reconnaissance de leur droit à l'existence nationale, de la garantie des intérêts légitimes des minorités ethniques qu'il ne faut pas confondre avec les privilèges des féodalités coloniales et d'une nouvelle définition des relations entre la France et les peuples d'Afrique du Nord reposant sur le libre consentement ;

— en Algérie, l'ouverture de ces négociations suppose le rétablissement préalable de la paix. A cette fin, il importe d'engager immédiatement des pourparlers en vue d'un cessez-le-feu assorti de la libération de tous les condamnés politiques et du rétablissement de toutes les libertés démocratiques. »

1^{er} Congrès national de la
NOUVELLE GAUCHE
12-13 novembre 1955.

DE 1956 A 1958

« Le Mouvement de Libération du Peuple demande :

— des mesures sévères contre les milieux colonialistes responsables de tant d'abus de pouvoir, d'illégalités, de tortures, d'actes de contre-terrorisme ;

— la cessation des poursuites entreprises contre les militants et les journalistes qui ont dénoncé ces crimes, ainsi que la libération des internés civils et militaires et celles des chefs du F.L.N. et de tous les militants algériens emprisonnés ;

— LA CESSATION DES HOSTILITES PAR UN ACCORD AVEC LES CHEFS DE LA RESISTANCE ALGERIENNE ;

CONGRES DU M.L.P.
2-4 novembre 1956

« Le Congrès de la Nouvelle Gauche exige l'ouverture sans préalable ni exclusive de pourparlers pour la solution politique et le cessez-le-feu avec les représentants des mouvements de résistance algérienne ; la discussion du régime futur de l'Algérie et de ses rapports avec la France, avec les négociateurs pleinement représentatifs de tout le peuple algérien, après la libération des détenus politiques et le rétablissement des libertés démocratiques. »

2^e CONGRES NATIONAL
DE LA NOUVELLE GAUCHE
(Décembre 1956.)

DEPUIS LE 13 MAI 1958

Pour consolider leurs positions, les défenseurs du régime colonial entendent dominer la métropole. En leur résistant, en les ramenant à l'obéissance, la France doit regarder en face les données du problème africain.

Notre action tendra à faire prévaloir une politique d'association avec les peuples d'outre-mer.

Le nationalisme algérien a prouvé son existence au cours de ces quatre ans de guerre ; en le niant, on ment au peuple français une fois de plus. Il faut reconnaître — enfin et sans arrière-pensée — la dignité et les libertés de la population d'Algérie, la liberté notamment de déterminer son destin.

MANIFESTE CONSTITUTIF
DE L'UNION
DES FORCES DEMOCRATIQUES
Juillet 1958.

« Ce lourd bilan de l'action du gouvernement depuis quatre mois montre le caractère vain de l'illusion que certains cherchent à entretenir sur la politique algérienne de de Gaulle. En réalité, c'est le vote NON au référendum qui, seul, permet de faire échec à la politique de guerre des hommes du 13 mai. »

« Le congrès du parti déclare que la seule solution du conflit algérien est la négociation sur la base de la reconnaissance du droit de l'Algérie à l'indépendance. »

1^{er} CONGRES NATIONAL DE L'U.G.S.
LYON 19-21 septembre 1958

« Le P.S.A. fixe en conséquence comme objectif à atteindre dans les plus brefs délais :

« — Le rétablissement de la paix en Algérie par la reconnaissance des légitimes aspirations nationales du peuple algérien, par l'établissement de rapports nouveaux entre la France et l'Algérie comportant la protection des minorités. »

DECLARATION DU P.S.A.
30 octobre 1958

« Les propositions que nous avons faites gardent toute leur actualité :

— reprise du contact avec l'opinion musulmane ;

— reconnaissance de la vocation nationale de l'Algérie ;

— pré-négociation avec tous les mouvements politiques pour fixer les conditions d'un cessez-le-feu, l'établissement d'un système transitoire, les conditions de la consultation populaire et de son contrôle ;

« Si pareille solution est écartée et si on continue à faire la guerre d'Algérie, le désordre actuel ne fera qu'empirer. »

COMITE SOCIALISTE
POUR LA PAIX EN ALGERIE
30 octobre 1957

N'y aurait-il donc que des motifs économiques qu'il faudrait mettre fin à ces conflits. Il le faut encore pour d'autres raisons : de solidarité d'abord, car ces guerres saignent des peuples faits pour s'aider, de démocratie ensuite, car les guerres coloniales constituent l'école de cadres et le champ de manœuvres de la réaction et du fascisme. Nous risquons

« C'est l'armée qui détient le pouvoir. Pendant huit jours, souvent à contrecoeur, les officiers ont appliqué les directives de de Gaulle. Mais rapidement ils se sont remis à la tâche politique, à tous les échelons. Le principal responsable de cette situation, je n'hésite pas à le dire, est le général Salan, dont les intentions sont pour le moins ambiguës et qui pratique une politique d'immobilisme. L'armée a interprété la politique de de Gaulle comme celle de l'intégration. »

ALAIN SAVARY
15 novembre 1958

« Les aspirations nationales des Algériens sont aussi légitimes que celles de tous les autres peuples colonisés ou dépendants. »

« Aussi le congrès du P.S.A. demande-t-il qu'une offre de « cessez-le-feu » soit faite sur la base de cette reconnaissance de la vocation nationale de l'Algérie assortie de garanties pour les intérêts économiques, politiques et culturels des minorités européennes en Algérie et des travailleurs algériens en France, et ce, quels que soient les futurs liens institutionnels ou contractuels entre les deux pays. »

« La négociation du cessez-le-feu sans préalable ni exclusive doit comprendre également un accord sur les conditions militaires, administratives et politiques de la période transitoire pour permettre aux populations d'Algérie d'exprimer librement et dans des formes démocratiques, leur volonté concernant l'organisation de leur vie nationale ainsi que leurs rapports avec les autres pays du Maghreb et avec la France. »

1^{er} CONGRES DU P.S.A.
1-3 mai 1959

« La lutte contre la guerre d'Algérie est entrée dans une phase décisive. Le Parti doit faire tous ses efforts pour que la négociation qui va s'ouvrir aboutisse à une paix qui consacrerait l'indépendance de l'Algérie. »

d'en faire bientôt l'expérience par la perte de nos propres libertés. »

« C'est pourquoi notre parti estime que la lutte des peuples dépendants contre le colonialisme et la lutte des masses laborieuses françaises pour la démocratie et le socialisme sont solidaires. Il faut reconnaître aux peuples d'outre-mer le droit de décider librement de leur sort... »

« Il appartient donc à notre pays de prendre rapidement l'initiative d'une vaste conférence, à laquelle participeraient les représentants qualifiés de tous les peuples d'outre-mer et qui examineraient pratiquement sur le plan politique et sur le plan économique les modalités d'une association librement consentie »

Une telle conférence ne saurait bien entendu, constituer un préalable dilatoire à la solution négociée du problème algérien. Les propositions françaises ne sauraient y revêtir le caractère d'une charte octroyée. »

CONGRES D'UNIFICATION DE L'U.G.S.
8 décembre 1957

La représentativité du G.P.R.A. est aujourd'hui reconnue par l'ensemble de l'opinion. Ce sont en effet la lutte armée du F.L.N., la victoire politique qu'il a remportée en décembre et en janvier en Algérie, et la pression de l'opinion internationale et française qui ont conduit de Gaulle à abandonner l'espoir d'une victoire militaire, qui ont rendu impossible la création d'une « troisième force » et ont ouvert la voie à la négociation directe.

Dans cette perspective, le P.S.U. :

Doit dénoncer les exigences susceptibles d'entraver les négociations et en particulier les intentions prêtées au gouvernement français en ce qui concerne le Sahara. Le P.S.U. considère que la souveraineté de l'Algérie indépendante sur les actuels départements sahariens ne saurait être contestée.

1^{er} CONGRES NATIONAL DU P.S.U.
26 mars 1961

« Le Bureau national du P.S.U. estime que toute menace de partage et toute exigence d'amputation du territoire algérien compromettent gravement les chances d'accord. »

« Il considère qu'il est illusoire et dangereux de fonder l'espoir d'un règlement du problème algérien sur l'existence d'une « troisième force », alors que les événements des derniers mois ont prouvé l'unité du nationalisme algérien. »

« Le Bureau national du P.S.U. met une nouvelle fois l'opinion en garde contre les méthodes d'attribution du pouvoir gaulliste qui, espérant vaincre les résistances par la lassitude et les divisions, n'a obtenu que la prolongation de la guerre. »

BUREAU NATIONAL DU P.S.U.
15 juin 1961



PHILIPPEVI
Plus de 500.000 Algériens, hommes souffrance et de leur vie le droit d'

M
a
u
r
i
c
e
A
U
D
I
N



(Libération.)

DJAMILA BOUHIRED
Torturée sous Lacoste.

z-le-feu
algérienne
main
EUR VICTOIRE !

DE GAULLE, DEBRÉ ET L'ALGÉRIE



E-ACOUT 1955
emmes, enfants, ont payé de leur
partenir à une nation indépendante.



disparus sous Lacoste



DJAMILA BOUFACHA
Torturée sous de Gaulle.

PRESSE et radio gaullistes l'affirment, bons apôtres de l'U.N.R. et thuriféraires de la V^e le proclament : le cessez-le-feu, la négociation avec le F.L.N. étaient inéluctables et formaient la pierre angulaire de la politique de de Gaulle puisqu'ils sont dans la nature des choses. Et ceux à qui la foi et la situation de godillots tiennent lieu de formation et de conscience politique s'en vont chantant les louanges de l'homme de Brazzaville qui en moins de vingt ans a concrétisé et conduit à bon terme la décolonisation nécessaire.

Il faut dégonfler les baudruches ; la réalité est autre. En ce qui concerne Brazzaville et la décolonisation, qu'il suffise de rappeler ce qu'un orfèvre en la matière, le sieur Soustelle, a écrit : « La conférence condamne en effet formellement, non seulement toute perspective de création d'Etats mais même tout self-government ».

Le cessez-le-feu, c'est d'abord et avant tout la conséquence des faits, de la réalité, de cette évidence que de Gaulle a toujours niée.

Plus de sept ans d'une guerre impitoyable, 500.000 hommes de troupe, une aviation et une artillerie ultra-modernes, des commandos de tortionnaires prêts à toutes les besognes, n'ont pu venir à bout de la résistance opiniâtre de tout un peuple. Du dernier quart d'heure à la « bataille d'Alger », des journées de mai à « la défaite de la rébellion », les forces de la résistance algérienne ont montré que, chaque jour, elles renforçaient leur action, étendaient leur influence, représentaient authentiquement le peuple algérien.

Pour de Gaulle et son équipe d'inconditionnels, il n'y eut de 1945 à 1961 qu'une seule évidence : l'Algérie française. Il suffit de relire les déclarations du principal intéressé ; cette permanence y est affirmée, rappelée sans cesse, dogmatisée.

Au début de 1961, de Gaulle dut se rendre à l'évidence : jamais une victoire militaire ne serait assez totale pour être définitive. Il fallait trouver une autre solution.

Allait-il négocier franchement, loyalement : Non. Il persista à refuser le vrai dialogue, le compromis acceptable. Pour reculer une échéance qui apparaissait de plus en plus comme inéluctable, il rusa, essayant de mettre sur pied une « troisième force » baodaisante. Les morts, les ruines, les deuils continuèrent à s'accumuler. De Gaulle ne songeait qu'à gagner du temps et à renforcer son pouvoir.

Les journées des barricades, le putsch d'avril montrèrent parallèlement que les « durs » — éliminés dès les premiers mois de la « révolution de mai 1958 » par la grande famille gaulliste affamée de pouvoir après de longues années de jeûne — se regroupaient et avaient réussi, de groupuscules qu'ils étaient à constituer une force.

Si par hypothèse, ils parvenaient à modifier — même provisoirement — la situation, ils seraient alors en mesure d'investir l'Etat. Un jour ou l'autre, de Gaulle risquait de retourner méditer à Colombey. D'autant que le peuple français chloroformé par les 80 p. 100 de confusion avait perdu confiance dans le régime. Il fallait donc réagir.

Négocier, c'était certes se renier. C'était surtout retrouver la confiance, provoquer le choc psychologique. Le cessez-le-feu permettait d'auréoler la V^e d'une colombe d'or et d'un rameau d'olivier, de restaurer la grandeur hexagonale. L'enthousiasme populaire permettrait d'assurer à jamais la pérennité du règne.

Telle est en vérité la dynamique de la pensée gaulliste : tout faire pour garder le pouvoir et pour ce but suprême, tous les moyens sont bons, y compris la paix en Algérie.

L. H.

Charles de Gaulle - juillet 1947

« L'Algérie a été tirée d'une anarchie millénaire par la conquête française. Actuellement elle est ce qu'elle est et vaut par la cohabitation et le travail en commun, sous la souveraineté de la France... Le problème essentiel de l'Algérie est un problème économique et, corrélativement, social et culturel... Seul un système dans lequel la France exercera pleinement les droits et les devoirs de la souveraineté et dans lequel les deux grandes catégories de la population seront associées et équilibrées dans la délibération des affaires proprement algériennes sera un système assez équitable et pratique pour conduire vers leur développement les trois départements français d'Algérie. Souveraineté de la France : cela signifie d'abord que nous ne devons laisser

mettre en question sous aucune forme, ni au-dedans ni au-dehors, le fait que l'Algérie est de notre domaine. Cela signifie encore qu'il n'y a aucune matière concernant l'Algérie où les Pouvoirs publics français : exécutif, législatif, judiciaire, puissent aliéner leur droit et leur devoir de trancher en dernier ressort. Cela signifie enfin que l'autorité de la République française doit s'exercer hautement et fermement sur place, et que le gouverneur général qui est investi par l'Etat ne saurait être responsable que devant les Pouvoirs publics français...

« La France, quoi qu'il arrive, n'abandonnera pas l'Algérie. Certaines surenchères ou excitations que déploient dans la métropole, soit sur place les séparatistes d'obédiences diverses, comme les entreprises diver-

ses d'étrangers intéressés, pourraient certes un jour ou l'autre provoquer de l'agitation. Il est assez aisé par le temps qui court de soulever de frustes passions en exploitant les difficultés au milieu desquelles la France se débat, et l'inconsistance du régime qui est pour le moment le sien.

« Mais en dépit de ces difficultés et de cette inconsistance — lesquelles d'ailleurs n'auront qu'un temps — ceux qui d'aventure risqueraient le désordre perdraient la partie. Car en dépit des menées de ceux qui ne jouent pas son jeu ou de l'esprit d'abandon de quelques illusionnistes, la France dont l'Algérie fait partie intégrante est au fond très résolue à assurer elle-même le progrès de tous ses enfants, tout en restant maîtresse chez elle. »

« L'autorité de la France doit s'affirmer ici aussi nettement, aussi fortement que sur toute autre terre française. Toute politique qui sous le prétexte fallacieux d'une évolution à rebours, aurait pour effet de réduire ici les droits et les devoirs de la France, ou bien de décourager les habitants d'origine métropolitaine qui furent et qui demeurent le ferment de l'Algérie, ou bien, enfin, de donner à croire aux Français musulmans qu'il pourrait leur être loisible de séparer leur sort de celui de la France ne ferait en vérité qu'ouvrir la porte de la décadence. »

(DE GAULLE - 12 octobre 1947.)

« Que les Algériens sachent bien que l'abandon de la souveraineté française en Algérie est un acte illégitime. Il place ceux qui le commettent ou s'en rendent complices hors la loi, et ceux qui s'y opposent, quel que soit le moyen employé, en état de légitime défense. »

(MICHEL DEBRE, 28-9-1957.)

« Dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière. »

(DE GAULLE - 4 juin 1958.)

« La France est ici. Elle est ici pour toujours... L'Algérie est organiquement une terre française, aujourd'hui et pour toujours. »

(DE GAULLE - 6 juin 1958.)

« Vive l'Algérie française ! »

(DE GAULLE - 7 juin 1958.)

« Que vienne la paix des braves. Que ceux qui ont ouvert le feu le cessent et qu'ils retournent sans humiliation à leur famille et à leur travail... La vieille sagesse guerrière utilise depuis longtemps quand on veut que se taisent les armes, le drapeau blanc des parlementaires... Quant à l'organisation extérieure... si des délégués étaient désignés pour venir régler avec l'autorité la fin des hostilités, ils n'auraient qu'à s'adresser à l'ambas-

sade de France à Tunis ou à Rabat. L'une ou l'autre assurerait leur transport vers la métropole. »

(DE GAULLE - 23 octobre 1958.)

« La souveraineté française s'exerce et continuera de s'exercer ici comme dans la métropole... La France restera... Ceux qui auront été fidèles seront récompensés, ils seront les premiers dans l'Algérie de demain. »

(MICHEL DEBRE, 11-2-1959.)

« Je dis à Bourges, en toute connaissance de cause que le jour est en vue où l'Algérie sera pacifiée. »

(DE GAULLE - 7 mai 1959.)

« La légitimité française est seule à pouvoir apporter la paix et le progrès dans les départements algériens. Plus forte aujourd'hui qu'il y a un an, elle sera encore plus forte dans un an et bientôt nul n'osera mettre sa valeur en doute. »

(MICHEL DEBRE, 4-6-1959.)

« A moins que ne soit à l'œuvre un groupe de meneurs ambitieux résolus à établir par la force et par la terreur leur dictature totalitaire, et croyant pouvoir obtenir qu'un jour la République leur accorde le privilège de traiter avec eux du destin de l'Algérie, les bâtissant par là-même comme gouvernement algérien. Il n'y a aucune chance que la France se prête à pareil arbitraire. »

(DE GAULLE - 16 septembre 1959.)

« En Algérie, nous étions engagés en 1958 dans un processus qui conduisait à la sécession. Les « bons offices » de mars étaient le début d'une intervention étrangère qui encourageait nos adversaires et, d'autre part, la transformation nécessaire de l'Algérie, dont nous aurions dû prendre nous-mêmes l'initiative, n'était pas commencée. Maintenant l'insurrection a perdu la partie militaire et diplomatique. Sans doute les attentats continuent mais, au fond, la pacification a fait des progrès et la rébellion doit savoir maintenant que l'intervention étran-

gère ou ses bons offices n'ont pas plus d'effet qu'une hirondelle sur l'eau. »

(MICHEL DEBRE, congrès U.N.R., 15-11-1959.)

« Je m'adresse à l'armée qui, grâce à de magnifiques efforts, est en train de remporter la victoire en Algérie... Vous avez à liquider la force rebelle qui veut chasser la France de l'Algérie et faire régner sur ce pays sa dictature de misère et de stérilité... »

(DE GAULLE - 29 janvier 1960.)

« L'organisation rebelle prétend ne cesser le feu que si, auparavant, je traite avec elle, par privilège, du destin politique de l'Algérie, ce qui reviendrait à la bâtir elle-même comme la seule représentation valable, et à l'ériger par avance en gouvernement du pays. Cela je ne le ferai pas. »

(DE GAULLE - 29 janvier 1960.)

PROGRAMME ELECTORAL DE L'U.N.R. — Novembre 1958

« Un destin français pour l'Algérie : le discours de Constantine, véritable « charte de convalescence » de l'Algérie, doit constituer la base d'un pacte algérien sur laquelle tous les partis s'engageront à ne plus revenir. L'U.N.R. n'acceptera pas que soit remis en cause le destin français de l'Algérie, récuse tous les slogans, fait confiance au général de Gaulle pour mener à son terme son œuvre salutaire. »

(novembre 1958.)

Résolution des parlementaires U.N.R. 22 janvier 1959

« Maintenir l'Algérie dans la souveraineté française. »

22 janvier 1959.)

La lutte des jeunes contre la guerre

LORSQUE éclata l'insurrection algérienne, la jeunesse universitaire était engagée dans deux batailles :

— La recherche d'une solution pacifique aux affaires tunisienne et marocaine avec les *Comités franco-maghrébins* (étudiants nord-africains, gauche non communiste, chrétiens).
— La lutte contre le réarmement allemand par le canal des *Comités de Paix*.

Malgré l'envoi des renforts en Algérie, le 10 décembre 1954, les réactions des jeunes à la guerre sont au début timorées. Toutefois, dès la fin de l'année, les étudiants algériens de Paris diffusent un tract : « *Halte à la répression !* » et une plaquette ronéotypée : « *Des étudiants algériens s'adressent aux étudiants français.* » Dès ce moment, le R.G.E. (étudiants de la nouvelle gauche) combat pour une paix négociée. A l'approche de la classique « *journée anticolonialiste* » du 21 février, plusieurs organisations de jeunes prennent nettement position. La journée est interdite.

Au printemps, un tract, signé des étudiants communistes, R.G.E., socialistes et nord-africains (A.E.M.N.A.) est répandu au Quartier Latin : « *C'est le début d'une nouvelle guerre d'Indochine... Le contingent ne doit pas partir.* »

Le 19 mai, c'est le premier rappel de disponibles et l'envoi de renforts : plus de 100.000 hommes sont déjà en Algérie ; les grandes opérations militaires commencent. Ce même mois, une journée d'études en vue d'informer l'opinion est organisée par des chrétiens et des nationalistes algériens ; des dirigeants de mouvements : J.A.C., J.E.C., Jeunes Agriculteurs, scouts, y participent. A l'issue de cette journée, il est décidé de créer un « *Secrétariat d'information sur le problème algérien* ».

Des jeunes commencent à estimer que les moyens classiques : partis et luttes électorales, ne sont pas suffisants. S'il faut attendre les élections pour apporter une majorité de gauche, « *les jeunes Français n'auront-ils pas déjà versé leur sang et répandu celui des Algériens pour défendre la casquette du père Bugeaud ?* » (1).

Par ailleurs, les étudiants algériens se regroupent dans l'U.G.E.M.A., qui est créée le 8 juillet 1955. Le vice-président de l'U.N.E.F., R. Chapuis, apporte au congrès constitutif l'appui de l'U.N.E.F.

« Pas de contingent dans votre guerre » (2)

DEUX séries de faits aident au renforcement de la lutte à la rentrée :
— L'intensification de la guerre après l'insurrection du Constantinois le 20 août (rappel de disponibles le 23) ;
— L'apaisement au Maroc et en Tunisie (ratification des accords franco-tunisins le 8 juillet) qui permet de lutter désormais sur un seul front.

L'envoi du contingent, après de nouveaux rappels, déclenche la lutte ouverte. A Rouen, 600 rappelés refusent de partir en A.F.N., soutenus pendant deux jours par la population. Manifestations de soldats à la gare de Lyon, à Valence, à Saint-Etienne, au fort de Nogent, etc. A Paris, à la sortie de l'église Saint-Séverin, 300 soldats lancent un appel et manifestent silencieusement.

Les mouvements de jeunes réagissent à leur tour : le R.G.E., l'U.J.R.F., les Jeunes socialistes, l'U.N.E.F. refusent la guerre ; le Conseil Français des Mouvements de Jeunesse adresse un appel au président Edgar Faure. Les mouvements catholiques se déclarent solidaires « de chaque assassinat, chaque arrestation, chaque jugement sommaire... ». C'est une éclosion de comités locaux éphémères (tel celui de Saint-Denis). En vue de coordonner la lutte, un *Comité des organisations de jeunesse de la région parisienne* « contre l'utilisation du contingent dans la répression » est créé. Il passe aussitôt à l'action en préparant un meeting pour le 13 octobre. Celui-ci est interdit, mais une manifestation de rue a lieu (matra-

Dans le cadre de ce court article, il n'est pas possible de donner une vue exhaustive de toutes les formes de lutte et de toutes les actions imaginées par les jeunes. Chaque mouvement, en particulier les Auberges de Jeunesse, l'U.J.C.F., l'U.N.E.F., nécessiterait une étude spéciale.

quage de la police). Malheureusement, l'U.J.R.F., la C.G.T. et la J.O.C. se retirent du Comité (3).

Déjà, la répression s'abat. Cinq jeunes de l'U.J.R.F. sont poursuivis. P. Morain, du « *Libertaire* », est condamné à un an de prison. Plusieurs étudiants algériens sont arrêtés. Dix-sept soldats de Rouen sont inculpés à leur tour.

Mais la dissolution de l'Assemblée et la perspective d'élections prochaines reportent la lutte sur le terrain proprement politique. Front Populaire ou Front Républicain ? Les jeunes espèrent en tout cas dans un gouvernement de gauche.

La lutte sous le Front Républicain

EN quelques semaines, le Front Républicain va mettre un terme aux espoirs qu'il avait suscités chez quelques naïfs.

Avant même le 6 février, une manifestation raciste et nationaliste a lieu à Montpellier. Sous la conduite de Mousseron, ancien président de l'U.N.E.F., c'est pendant toute une nuit la chasse au faciès (20 janvier). Ce fait vaudra à Mousseron d'être exclu de l'U.N.E.F. en février.

Cependant, le 21 février connaît un grand succès dans toutes les villes universitaires. A Paris, l'U.G.E.M.A. proclame sa solidarité avec les combattants algériens. A son congrès, à Pâques, cette organisation se rallie au F.L.N. et organise la grève des cours dans toute la France. A la même date, le P.C.A. rejoint le Front dans la lutte pour l'indépendance. Le fossé se creuse entre Français et Algériens, comme le montre la rupture de l'U.N.E.F. avec l'U.G.E.M.A., qui est votée par 45 voix contre 36. Au plan étudiant, il n'existe donc plus de liens officiels entre Français et Algériens. Il faut pourtant noter, en juillet, l'organisation d'une « *Conférence nationale pour une solution du problème algérien* », qui réunit étudiants français et algériens.

Mais la guerre s'intensifie sans cesse (embuscade de Palestro : 18 morts). Il faut toujours plus d'hommes. En conséquence, nouveaux rappels qui déclenchèrent une vague de manifestations : à Grenoble (bagarres avec les C.R.S.), à Rouen, etc. En province, la population accompagne souvent les rappelés jusqu'à la gare. Les trains de rappelés ne peuvent circuler qu'avec de fortes escortes armées. Pourtant, les tergiversations des partis ne permettent pas d'impulser la lutte nationale. A Paris, un effort de coordination des actions de jeunes est entrepris, excepté par les étudiants. Il échoue, car les partis traditionnels ne veulent pas se voir « dépasser » par les jeunes.

Une nouvelle forme de lutte va alors voir le jour.

Les rappelés témoignent

LA généralisation de la guerre, des embuscades meurtrières, la rancœur de certains appelés conduisent à une répression de plus en plus aveu-

D'autre part, l'absence de documents nous a conduit à centrer cet article sur la région parisienne. Notre ambition est donc seulement de rappeler à nos lecteurs les grands traits de la lutte des jeunes pour la paix, — lutte dans laquelle les constituants du futur P.S.U. ont été à la pointe du combat.

gle. Ces méthodes ne tardent pas à être généralisées (bataille d'Alger). Depuis la fin 1955, on savait en métropole que la répression et la torture étaient habituelles (4). L'arrestation d'Henri Alleg, le « suicide » de Boumendjel, la « disparition » de Maurice Audin suscitent une vive réprobation dans les milieux universitaires. L'opinion va être directement saisie par la publication d'abord des « *Cahiers Jean Muller* », puis, sous l'égide du « *Comité de Résistance spirituelle* », de la brochure « *Des rappelés témoignent* », tirée à 80.000 exemplaires. L'indignation est grande dans tous les mouvements de jeunes. Nombreux sont les jeunes qui participent à la série de manifestations « *silencieuses* » organisées par la Nouvelle Gauche et le M.L.P. Chez les étudiants, à la suite de la « *Journée anticolonialiste* », un comité de coordination est créé. L'U.N.E.F. commence à prendre position de façon plus nette, cela la conduit à la scission au Congrès du Cinquantenaire, la motion sur l'Algérie et la reprise des contacts avec l'U.G.E.M.A. étant au centre des débats. La « *minorité* » qui est désormais assurée d'un bureau homogène va pouvoir peser d'un plus grand poids dans la lutte.

Cependant, la « *Campagne nationale de la Jeunesse française pour une paix négociée en Algérie* », lancée en octobre 1957, ne connaît qu'un succès relatif. C'est que la crise qui couve depuis le début de l'année dans de nombreux mouvements va éclater. Les mouvements catholiques (A.C.J.F., Route, J.E.C.) sont durement touchés et leurs responsables contraints à la démission. Les étudiants socialistes qui ont participé activement à la lutte pour la paix sont de plus en plus en marge du « *néo-socialisme* » de Lejeune-Lacoste et les jeunes communistes se remettent mal de la crise consécutive à l'insurrection hongroise.

Malgré la dissolution de l'U.G.E.M.A. (février 1958) et les sévices qu'endurent ses dirigeants (« *La Gangrène* »), il semble que la jeunesse se replie peu à peu dans une attitude de résignation devant une guerre désormais institutionnalisée (le contingent part tous les deux mois, mais les rappels ont cessé), d'autant plus que la crise qui atteint presque tous les mouvements de jeunes empêche toute action d'envergure. Seuls, les militants jeunes des organisations politiques continuent de lutter, presque par routine et sans que leur action puisse déboucher. Il semble toutefois que la Gauche, — des minoritaires S.F.I.O. réunis dans le « *Comité d'action pour la paix en Algérie* » au P.C. — soit près de réaliser l'unité d'objectifs : négociation avec le F.L.N., indépendance de l'Algérie, tout en recherchant encore les possibilités d'actions communes.

Les événements de mai 1958 ne lui en laisseront pas le loisir. Malgré les efforts de nos camarades de l'U.G.S., le 13 mai ne provoque pas grande réaction dans la grande partie de la jeunesse. Seuls, les universitaires manifestent le 20 mai, à l'appel de l'U.N.E.F., et surtout le 30 au grand meeting de la Bourse du Travail qui réunit plus de 10.000 enseignants et étudiants (F.E.N., S.G.E.N., U.N.E.F.). Mais c'est trop tard, les jeux sont faits.

L'arrivée au pouvoir de de Gaulle et des factieux d'Alger inquiète tout de même les mouvements, une certaine distance à l'égard de la V^e République sera marquée par l'adoption, par 47 mouvements de jeunesse, d'un manifeste qui sert ensuite de plateforme commune à la constitution du

G.E.R.O.G.E.P., qui regroupe tous les mouvements « démocrates » à l'exception des politiques.

De la campagne pour l'insoumission au putsch d'avril

CES événements sont trop proches pour qu'ils ne demeurent pas dans l'esprit de nos lecteurs. En ce qui concerne le rôle de premier plan qu'ont joué les jeunes du P.S.U. (E.S.U., J.S.U.), la collection complète de « *T.S.* » en porte témoignage. Rappelons d'abord l'opposition grandissante au régime et le rôle joué par les syndicats dans cette opposition. Rappelons aussi la manifestation du 27 octobre 1960, dont l'écho sera énorme, bien que les communistes aient refusé de s'y associer, et qui permettra à l'U.N.E.F. de renouer les contacts avec l'U.G.E.M.A.

Il convient surtout d'insister, pour cette période, sur les problèmes posés par le droit à l'insoumission. De nombreux jeunes, depuis 1954, avaient refusé de participer à la « *sale guerre* » : d'Alban Liechti, militant communiste, à Jean Le Meur, universitaire catholique, ces cas étaient demeurés individuels. D'autres jeunes s'engagent directement dans la lutte au côté du F.L.N. autour, par exemple, de « *Jeune Résistance* ». Mais, à partir de l'été 1960, le problème de l'insoumission, voire de la désertion, se trouve porté devant l'opinion à la suite, en particulier, du procès Jeanson, puis du « *Manifeste des 121* ». Cinq jeunes quittent alors leurs unités d'A.F.N. et vont travailler sur les chantiers civils (parmi eux, Boisgontier).

L'action de masse, au lendemain du 27 octobre, puis le putsch d'avril apaiseront toutefois le débat qui a tout de même constitué un facteur important de politisation de la jeunesse dégoûtée de l'opposition purement verbale des partis traditionnels.

Le rôle du contingent apparaît alors en pleine lumière, sa résistance passive et parfois active joue un rôle non négligeable dans l'échec des factieux. Il semble alors que les efforts des jeunes qui, depuis plusieurs mois, essayent de structurer la résistance à l'intérieur de l'armée, n'aient pas été vains. Jusqu'au cessez-le-feu et devant l'emprise croissante de l'O.A.S. en Algérie, cette forme de lutte va être sans cesse en progrès, particulièrement dans les grandes villes. Les événements récents ont montré qu'elle pouvait être efficace.

AINSI, pendant sept années, la jeunesse, sous des formes et avec des fortunes diverses, n'a cessé de lutter contre la guerre et pour l'indépendance algérienne. En vérité, cette action a touché essentiellement les jeunes formés civiquement et intégrés dans des mouvements de jeunesse tels que A.J., U.N.E.F., J.E.C., etc. Mais, compte tenu des trahisons et des attermolements des partis traditionnels, elle a montré que la jeunesse savait se battre contre le colonialisme dont elle était elle aussi victime. Il serait juste que les « *états-majors* » en tirent la conclusion. C'est sur elle essentiellement que reposent à l'avenir les chances d'une collaboration avec les jeunes Algériens dont la lutte magnifique nous remplit d'admiration.

J.-C. BARIGEL

(1) Paul Sechet, dans « *Tribune Etudiante* » (organe du R.G.E.), mai 1955.

(2) Titre d'un article de Claude Bourdet dans « *France-Observateur* » qui est saisi.

(3) cf. l'article de L. Houdeville, « *Les découvertes de France-Nouvelle* », T.S. n° 93. La réponse de Magnien dans « *France-Nouvelle* » ne manque pas de sel pour ceux qui ont suivi l'affaire à l'époque.

(4) cf. par exemple « *France-Observateur* » et « *Témoignage Chrétien* » (en particulier le numéro du 30-9-55).

Cuba si !

DANS l'un de ses récents discours, Fidel Castro vient de dénoncer, en termes violents, l'activité de Annibal Escalante, ancien dirigeant du Parti Socialiste Populaire (communiste) de Cuba, membre de la direction du nouveau Parti Unique (O.R.I.).

Fidel Castro exprime ainsi les désaccords qu'il a avec un certain nombre de dirigeants communistes, pour qui la situation objective de Cuba et le soutien de l'U.R.S.S. se traduisent par le détournement à leur profit de la révolution cubaine.

Certes, Castro s'est publiquement réclamé du marxisme-léninisme. Et l'affaire a fait quelque bruit. Mais ceci ne l'amène pas à céder aux vieux pontes de l'appareil du P.C. cubain qui allèrent jusqu'à participer, en des temps pas trop éloignés, à un gouvernement Battista.

Les signes de cette opposition devenaient clairs depuis quelque temps. La vice-présidence du gouvernement, tant convoitée par les communistes, a été confiée à Raoul Castro, frère du président. Fidel Castro n'a pas manqué de préciser d'ailleurs que fonctionnaires et ministres étaient responsables devant l'Etat, et non devant le Parti. Le « sectarisme » de l'équipe d'Escalante, incapable de comprendre les masses cubaines en mouvement, et soucieuse de s'en tenir à des schèmes dépassés, a été clairement dénoncé.

L'hommage à Natalie Trotsky, paru dans la très officielle revue *Bohemia*, ainsi que l'autorisation toute récente d'un film polonais d'André Munk, jusqu'alors interdit, sont également des signes, jusqu'à présent, mais

éloquents, de la volonté de Fidel Castro de se garder de l'amitié quelque peu exigeante de ses alliés.

Ceci est d'autant plus important que des éléments de crise sont apparus, qui ne tiennent pas seulement au blocus des Etats-Unis. Il semble bien, à travers les propres déclarations officielles, que des erreurs graves de planification ont été commises. La campagne agricole n'a pas donné les résultats escomptés, l'élaboration et l'exécution du plan n'ayant pas été aussi démocratiques que prévu.

Nous ne saurions nous réjouir de ces difficultés. Mais comment ne pas apprécier l'extraordinaire franchise du chef de l'Etat qui n'hésite pas, face au peuple cubain, à dénoncer lui-même les erreurs commises ?

Par delà quelques échecs, Castro reste fidèle à lui-même. Il ne ment ni ne déguise. Il explique et dénonce.

Pendant ce temps, toute l'Amérique latine voit l'influence du Amérisme s'étendre. Au Venezuela comme en Colombie, au Brésil comme en Argentine où la récente crise reste grosse de développements. « L'Alliance pour le Progrès », machine de guerre montée par l'administration Kennedy contre les progrès du castrisme, est mise en échec.

Fait curieux et plaisant. Annibal Escalante s'est réfugié en Tchécoslovaquie à la suite de cette affaire. Ni la grande presse ni *l'Humanité* n'ont cru devoir nous en parler.

Auraient-elles un intérêt commun à déguiser la révolution cubaine ?

Christian Guerche.

Espagne 62

« YVAN CRAIPEAU parlait ici-même la semaine dernière des grèves qui viennent d'avoir lieu à Beasain, en Pays Basque.

En même temps, les étudiants de Barcelone faisaient la grève des cours pour protester contre l'arrestation de trois d'entre eux.

Le Congrès des Syndicats, dont le secrétaire général était démissionnaire à la veille de son ouverture, voyait la Phalange publiquement mise en échec. Ainsi, la crise espagnole se développe et passe maintenant à l'intérieur même des organisations les plus officielles du régime.

Franco lui-même, dans le discours qui clôturait ce congrès, invoquait « le sens démocratique profond du peuple espagnol ». Ces paroles, d'une bouffonnerie et d'un cynisme incroyables dans sa bouche traduisent en fait l'inquiétude du « Caudillo » devant une opposition croissante et de plus en plus organisée.

LE SILENCE ESPAGNOL

A cet égard, rien n'exaspère plus les Espagnols que le mythe du silence de l'Espagne. Si la situation décrite par Juan Hernandez dans « La fin de l'Espoir » a été exacte à un moment donné, il n'est pas vrai qu'elle continue de l'être. En réalité, toute une nouvelle génération, née sans avoir connu la guerre civile, après avoir cherché son chemin, commence à forger l'outil nécessaire pour abattre le régime.

Il est vrai que son action ne passé pas — ou pas ici — par les partis traditionnels. Ici plus qu'ailleurs, les partis sont presque totalement déconsidérés. Avec des nuances, sans doute. Mais en tout état de cause, les jeunes générations entendent poser les problèmes espagnols en de tout autres termes que leurs aînés. Certes, les leçons de la guerre d'Espagne restent à tirer et les conséquences de celle-ci pèseront encore longtemps sur la situation espagnole, mais l'expérience de Castro et les problèmes de l'Europe, la lutte du F.L.N. et du peuple algérien pour sa libération apparaissent aujourd'hui comme beaucoup plus proches, plus profitables à étudier que la guerre d'Espagne elle-même.

De même, la coupure entre les résistants de l'intérieur et les organisations exilées devient de plus en plus grande. Le phénomène est connu et beaucoup de nos camarades dont le comportement d'ensemble dans l'exil a été admirable et souffrent. Mais à la vérité, l'isolement de l'exil la rend inévitable.

Les problèmes espagnols ne peuvent se traduire, ni dans les mêmes termes ni dans le même langage qu'en 1936 et 1939. Par ailleurs, l'existence même du régime franquiste depuis 25 ans a transformé toutes les données intérieures du problème espagnol.

Il est une manière en France de porter « l'Espagne au cœur » que les Espagnols finissent par ressentir une humiliation supplémentaire.

L'OPPOSITION AU REGIME

C'est dans ce contexte que se situe l'activité d'un certain nombre de groupes et d'organisations qui entendent construire l'opposition au régime, hors du contrôle des partis traditionnels et avec des formes nettement plus combatives.

A cet égard, les déclarations de Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste espagnol, s'adressant aux jeunes et les appelant à la prudence en même temps qu'il s'adresse aux autres forces traditionnellement « républicaines » pour leur dire en substance : « Attention, nous ne pourrions plus continuer ! », ne manquent pas de valeur.

Le mérite de ces nouvelles organisations tient dans le fait qu'elles construisent l'opposition avec d'anciens communistes, anarchistes, socialistes, chrétiens progressistes (phénomène très nouveau et presque incroyable en Espagne) et les nouvelles générations dont l'expérience toute nouvelle débouche sur des actions de type plus revendicatif.

L'exemple admirable en est fourni par le M.P.R., organisme créé dans les prisons du régime franquiste qui réunit aujourd'hui dans toute l'Espagne des réseaux fort bien constitués qui commencent à intervenir très sérieusement dans la vie quotidienne espagnole et se préparent à des actions plus effectives et plus spectaculaires.

A la vérité, ils ne sont pas les seuls, mais il ne fait aucun doute que, tout comme dans la Résistance en France, le sera probablement résolu.

NOTRE AIDE

Le temps est venu de voir comment nous pouvons aider nos camarades espagnols. Assurément, notre premier travail doit être de briser la complicité et le soutien de fait qui existe entre le pouvoir gaulliste et le régime franquiste. Le voyage de Triboulet et ses déclarations en Espagne, l'interdiction des journaux républicains espagnols en France, pendant que Salan pouvait rejoindre l'Algérie depuis Madrid, en expriment clairement le contenu. Ou plus exactement, la question à poser à de Gaulle est sans doute celle-ci : dupe ou complice ?

Quoi qu'il en soit, fin février dernier, Jean Cassou tenait une conférence de presse à Paris pour annoncer la constitution du C.A.R.E. (Comité d'aide à la Résistance espagnole) destiné à aider très concrètement la résistance espagnole et en premier lieu le M.P.R.

Nul doute que l'ensemble du P.S.U. ne prenne à cœur cette tâche. Nul doute non plus que l'Espagne sera très vite au centre de nos préoccupations. Il ne suffit pas de se souvenir, encore faut-il montrer aujourd'hui comme hier que nous sommes solidaires de la lutte du peuple espagnol contre le fascisme.

André Albret.

Retour à la démocratie (Suite de la page 4)

Quelques gaullistes présents au colloque n'ont pas accepté l'idée du pouvoir de transition. MM. de Lipkowski, Neuwski (député U.N.R.) et Dutaret (U.D.T.) ont soutenu que le régime actuel pouvait régler définitivement le « problème algérien » et fonder une « démocratie nouvelle ». M. Dutaret a notamment fait état d'un entretien qu'il avait eu avec Ben Bella et au cours duquel celui-ci souhaitait que les hommes de gauche en France apportent leur concours à de Gaulle pour l'application des accords d'Evian.

Pierre Mendès-France leur a répondu en invoquant brièvement les responsabilités que les tenants du régime ont eues dans le passé en ce qui concerne le drame algérien.

Tout en reconnaissant le caractère positif des accords d'Evian, il a exprimé ses doutes sur la capacité du gaullisme de mettre un terme à la violence en Algérie et en France. Il a souligné, par ailleurs, la faiblesse institutionnelle de la V^e République, critiqué la conception du « capitaine, de l'équipage et des passagers » qui n'est pas conforme à la démocratie

et rappelé qu'il s'était, par ailleurs, élevé contre « la débilité de la IV^e République ». Il a conclu qu'il ne s'agissait pas de revenir à la IV^e ni de continuer la V^e mais d'instaurer une véritable démocratie et que, pour cela, malgré les querelles du passé, il ne refusait aucun concours.

A noter que le colloque s'est élevé contre les mesures d'exception et a exprimé « le vœu que les crimes contre l'humanité ne fassent pas l'objet d'une mesure d'amnistie » (ce qui est conforme au point de vue du P.S.U.).

Le Comité national extraordinaire du P.S.U. s'est préoccupé du colloque. Il a estimé qu'au-delà des accords d'état-major, des préoccupations électorales et circonstancielles, il importait de multiplier les contacts pour développer la politique de Front Socialiste en suscitant dans tous les pays des actions communes des forces de gauche, politiques et syndicales. Tel est le sens de la motion votée par le Conseil national et que l'on trouvera ci-dessous.

Maurice Combes.

TOUTE LA PRESSE ACCLAME L'OUVRAGE SENSATIONNEL DONT « TRIBUNE SOCIALISTE » A ANNONCÉ RÉCEMMENT LA PARUTION : LES

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO en un volume !



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT) ... la dernière merveille (L'EXPRESS) ... inépuisable recueil (FIGARO) ... l'événement littéraire de l'année (ARTS) ... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION) ... "un des livres les plus saisissants de l'année... la Grande Encyclopédie du lyrisme français. CLAUDE ROY (LIBÉRATION) etc... etc..."

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES A NOS LECTEURS

(France métropolitaine)

13,50 NF par mois (10 versements)

OU 120 NF COMPTANT

(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile

Transport et emballage gratuits

Faculté de retour et rien à payer d'avance

BON

à adresser à « Tribune Socialiste » (Service littéraire), 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e)

Veillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo.

Je réglerai en 1 3 10
sauf si je vous renvoie le volume 24 heures après réception.

NOM Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire Signature :

DES DATES A RETENIR...

A Montauban :

Conférence régionale "Presse"

Le dimanche 15 avril se tiendra, à 9 h. 30, salle du Café de la Comédie (face au théâtre), à Montauban, une conférence régionale de presse, sous la présidence du camarade A. Montariol, secrétaire fédéral de la Haute-Garonne, membre du C.P.N.

● **Matin.** — 9 h. 30 : Rapport de Jules Fourrier, sur le travail et l'action de la diffusion de « Tribune Socialiste » dans le Sud-Ouest.

11 h. : Discussions sur le rapport.

● **Après-midi, à 14 h. 15 :** Rapport de Roger Cerat, de l'administration de « Tribune Socialiste », sur le rôle que doit jouer notre organe national à travers la lutte politique que mène le Parti.

15 h. 30 : Discussion.

Pourquoi cette conférence ? Ces assises régionales sont organisées pour la première fois. Elles font suite aux décisions qui ont été prises à la conférence nationale tenue les 17 et 18 mars à Paris.

L'utilité d'un tel rassemblement qui groupera les fédérations des départements suivants : Aude, Ariège, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Aveyron, Pyrénées-Orientales, Gers, Tarn-et-Garonne, Tarn, Lot-et-Garonne, Lot et Haute-Garonne, n'est pas à démontrer. Rappelons simplement qu'il apportera une meilleure liaison avec la rédaction et aidera le journal dans le domaine du travail rédactionnel comme dans celui de la diffusion.

Devant les événements qui s'aggravent chaque jour de plus en plus d'une part et, de l'autre les menées fascistes de l'O.A.S., nous devons mobiliser nos forces et notre action sur le terrain de la presse. N'oublions pas que « Tribune Socialiste » est l'organe central du Parti, notre hebdomadaire à tous, aussi a-t-il besoin de nous tous.

Les fédérations du Sud-Ouest doivent faire le maximum d'efforts afin qu'elles soient représentées par une large délégation pour suivre et participer aux débats de cette rencontre qui apportera de nouveaux moyens d'atteindre nos buts : mieux faire connaître notre presse dans chacun de nos secteurs, par des pages touchant et intéressant les ouvriers, les paysans, les intellectuels, ainsi que la vie syndicale et les problèmes de politique intérieure et extérieure.

Aubervilliers

Une réunion d'information pour les adhérents et les sympathisants du P.S.U. se tiendra le

VENDREDI 6 AVRIL

à 20 h. 30, dans les salons de la mairie (entrée par la rue de Paris, face l'église) avec la participation de Jean Popere, membre du Bureau national (situation politique et référendum).

Paris

« Cercle ouvert »

Le Cercle Ouvert organise le mardi 10 avril 1962, 44, rue de Rennes, à 20 h 45, un débat sur la PLANIFICATION DEMOCRATIQUE, avec Pierre Avril, Bernard Cazes, Marcel Gonin, Daniel Huguenin, Pierre Le Brun et Henri Lefebvre.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9°.)

A méditer...

Nous tenons à reproduire l'essentiel d'une lettre adressée au Bureau national du Parti par notre camarade Paul Ingouf, de Cherbourg. Pour que nos lecteurs l'apprécient exactement, il convient de préciser que Paul Ingouf, dans un milieu pourtant difficile, a réussi ce tour de force d'être un des meilleurs diffuseurs de « Tribune Socialiste ».

Nous demandons à tous nos camarades de méditer son appel.

Chers Camarades,

« Je m'étonne que la diffusion de « T.S. » soit le dernier souci d'un trop grand nombre de nos militants... Il fut un temps, bien sûr, où le journal laissait à désirer. Il y a eu, depuis, une nette amélioration dans la présentation et dans la rédaction. Certains prétendent qu'il s'adresse trop uniquement à des militants et qu'il ne peut être largement diffusé. Mon expérience prouve le contraire... »

« En tout cas, il est impossible d'admettre que certains adhérents n'aient d'autre lien avec le Parti que leur présence aux réunions de section. Il faut que chaque militant soit un lecteur de « T.S. » et le diffuse autour de lui, dans son milieu de travail, dans son quartier. »

« Je suis responsable d'un secteur de vente et diffuse chaque semaine 34 journaux. J'ai fait trois abonnements d'un an, six de six mois et cela malgré d'autres responsabilités : secrétaire départemental de la C.G.T., secrétaire adjoint de la section P.S.U. de Cherbourg, membre du bureau fédéral. »

« Je demande donc que le Bureau national et le Comité politique national se penchent sur ce problème et fassent prendre conscience à tous les militants de leur devoir de diffuser « T.S. ».

Une nouvelle section P.S.U.

Une section du P.S.U. a été constituée à Pamiers (Ariège), avec 13 premières adhésions.

Un bureau provisoire a été élu avec comme secrétaire : Paul Atger, route de Toulouse, Pamiers (Ariège).

Un groupe "Assurances" au PSU

Un Groupe d'Action Socialiste pour les professionnels de l'Assurance (employés dans les cabinets de courtage ou compagnies d'assurances, agents et inspecteurs des services extérieurs) se constituera le

SAMEDI 28 AVRIL 1962

● **Ordre du jour :**

- Le programme du P.S.U.
- Les nationalisations des compagnies.
- La politique à poursuivre.

Tous les militants et sympathisants intéressés peuvent s'inscrire en écrivant :

G.A.S. Assurances - P.S.U., 8, rue Henner, Paris-IX°.

PETITES ANNONCES

● Chef de Bureau d'études P.S.U. cherche dessinateur petites études ou étude 1, connaissant petite mécanique électrique pour entreprise de Paris XX°.

● Téléphoner à Fédér. Paris, TRI 88-7.

● Camarade représentant IMPRIMERIE, connaissances techniques, cherche place représentation ou emploi connaissance de vente et réception de clientèle. S'adapterait à un emploi avec responsabilités. Paris. Possède voiture.

● Ecrire au journal qui transmettra, 8, rue Henner, Paris-9°.

Pyrénées-Orientales

Gérard MAURY plastiqué

Jeudi soir, Gérard Maury, professeur, secrétaire de la section départementale du S.N.E.T., membre du parti, a eu la visite des pseudo-patriotes, disciples de Salan.

Cet odieux forfait pouvait faire d'innocentes victimes, ses enfants.

Enseignant, Gérard Maury est un laïque convaincu respectueux de la conscience de ses élèves, mais peut-être s'est-il trouvé quelqu'un pour dénoncer ses sentiments socialistes.

Nous souvenant de 1914 (assassinat de Jaurès) et de 1936 (assassinat de Salengro), nous ne laisserons pas nos amis être la proie de ces criminels trop souvent impunis. L'enquête suit son cours, nous aidons à sa poursuite. Nous ne reculerons pas devant ces menaces et nous restons, plus que jamais vigilant, pour vaincre non seulement l'O.A.S., mais toutes les organisations fascistes.

Plusieurs camarades veillent désormais chez lui, tous les soirs ; ils méritent d'être cités : Beaux-Jonca, Battalla, Yvonne Pret, Alteza, More, Ribalta. Ils seront relayés.

Le P.S.U., notre journal et la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales se solidarisent avec Gérard Maury et lui témoignent ses affectueuses amitiés.

Rhône

Les plastiqueurs du PSU arrêtés

Sept membres de l'A.C.U.F. (Association des Anciens Combattants de l'Union française) viennent d'être arrêtés à Lyon. La plupart d'entre eux étaient bien connus des organisations de gauche, notamment leur chef, Georges Venet, qui « travaillait » directement sous les ordres d'Yves Gignac, secrétaire général de l'A.C.U.F., récemment arrêté à Paris. Ces glorieux combattants (dont il faut espérer que ce sera la dernière campagne !) comptaient à leur actif treize attentats dont celui du siège fédéral du P.S.U., rue des Trois-Pierres, plastiqué le 11 décembre 1961 par les nommés Fuz et Homar.

En outre, cinq autres personnes ont été assignées à résidence.

A signaler qu'un dirigeant de l'Amicale des étudiants en droit (rattachée à la F.N.E.F., rivale de l'U.N.E.F.), Jacques Decoret, ex-dirigeant de « Jeune Nation », avait été arrêté en février pour « détention d'armes de guerre ». Ce qui continuerait à prouver, s'il en était encore besoin, que, sous couvert « d'apolitisme », la F.N.E.F. permet pas mal de choses... A mentionner enfin que le siège du P.C.F. a été mitraillé mercredi matin vers 10 heures. Pas de victimes.

Texte présenté au Conseil National en faveur du "OUI"

Le peuple français et le peuple algérien auront, le premier dans une semaine, le second dans quelques mois, à se prononcer sur les accords d'Evian.

Le P.S.U. souhaite que dans un cas comme dans l'autre, en France comme en Algérie, des votes massifs approuvent un règlement qui doit conduire à la paix.

Il le fait avec d'autant plus de détermination qu'il a toujours lutté pour imposer la solution qui intervient aujourd'hui et que cette lutte l'a opposé pendant plus de trois ans au régime gaulliste.

Avant de reconnaître le F.L.N. comme interlocuteur valable et d'engager avec lui le débat politique, avant d'accepter que l'Algérie soit réellement souveraine et que le Sahara fasse partie de son territoire, le général de Gaulle a en effet tenté par ses manœuvres, ses ruses, ses mensonges et au prix d'une prolongation inhumaine des combats, d'imposer des formules équivoques destinées à exorciser ce qu'il appelait « le démon de l'indépendance ».

Aussi, le P.S.U. ne tombera pas dans le piège que le chef de l'Etat a tendu à l'opposition dans son discours du 26 mars. L'interprétation abusive selon laquelle le vote en faveur de la paix serait aussi un vote en sa faveur relève de la manœuvre vulgaire. Les commentaires du pouvoir ne changent rien au fond du problème ; pour la masse des travailleurs français, comme pour les soldats du contingent qui, en ce moment, font face à l'O.A.S., le bénéfice personnel que de Gaulle espère tirer de son opération plébiscitaire compte infiniment moins que l'affirmation résolue d'imposer la paix et de battre le fascisme.

Ce n'est pas la gauche qui se trouve divisée par la négociation d'Evian et par la reconnaissance de l'indépendance algérienne, mais bien la droite, cette droite sur laquelle le régime aura toujours besoin de s'appuyer.

C'est bien pourquoi le Gouvernement de Debré promet dès maintenant le pardon à ceux qui ont pris l'initiative de la guerre civile et pour quoi il hésite à prendre les mesures radicales qu'exige la situation.

Le P.S.U. qui demande aux électeurs de voter « OUI à la paix », les appelle en même temps à renforcer l'action contre l'O.A.S., à exiger le châtiement de ses complices, à lutter pour la liquidation du pouvoir personnel et pour la victoire de la démocratie.

RESOLUTION SUR LE COLLOQUE DES 30, 31 MARS ET 1er AVRIL 1962

Plus que jamais SOUSCRIVEZ !

Le P.S.U. se porte de mieux en mieux. Partout les adhésions affluent. Les jeunes garçons et les jeunes filles nous rejoignent en grand nombre.

La modicité de nos ressources matérielles limite — hélas ! — notre effort permanent de propagande, de recrutement, de formation. Beaucoup d'entre vous ont répondu à notre appel.

Nous avons besoin de plus d'argent pour travailler utilement.

Pourquoi les sections ne ver-

raient-elles pas des cotisations mensuelles ?

Faites-vous collecteurs de fonds pour le P.S.U.

Versez et faites verser à Maurice Klein, 37, rue de Trévise, Paris-9° (C.C.P. 4435-35 Paris) les sommes qui permettront de mieux faire connaître le P.S.U.

Remplissez et faites remplir la déclaration ci-dessous.

Merci à tous.

Pour le Bureau National, Le Secrétaire : Edouard Depreux Le Trésorier : Maurice Klein

Je, soussigné, (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste

Unifié, la somme de NF.

Date :

Signature :

Coexistence pacifique

UN livre riche et dense, qui a le mérite supplémentaire d'être clair. Victor Leduc (1) explique ici le fond de la divergence existant entre les communistes soviétiques et chinois qui divise plus largement le mouvement communiste mondial. A partir de documents trop peu connus, il précise la nature exacte du problème.

La « Coexistence pacifique » telle que Khroutchev la définit est-elle une novation de la théorie marxiste ou, au contraire, du pur révisionnisme ? En posant la question et en l'éclairant à la fois sur le plan idéologique et historique, Leduc fait œuvre marxiste. Certes, son analyse est prudente et parfois allusive. On a l'impression que l'auteur recule parfois devant l'attaque de front des dirigeants de son parti.

Il montre bien, en tout cas, la rupture que représente, dans la théorie comme dans la pratique communiste, « la Coexistence pacifique » telle qu'elle est formulée depuis le XX^e congrès.

Rupture et non continuité. De la « coexistence de fait » de Lénine et des Chinois à la « coexistence pacifique » des dirigeants soviétiques, il y a beaucoup plus que des nuances. La divergence est nette tant sur le plan des possibilités de l'impérialisme d'aujourd'hui que sur la fatalité des guerres.

Les dogmatiques de tous bords, incapables de répondre aux nouvelles réalisations, se contentent en général de discuter à travers textes et citations. Les références ne manquent pas ici non plus. Elles ont le mérite d'être précises et de faire avancer le raisonnement sans le figer.

Le chapitre le plus intéressant est peut-être celui sur le « Progrès technique et la lutte de classes ». La véritable mutation dans l'analyse que les moyens de destruction en possession des deux camps impose y est très clairement soulignée. La coexistence pacifique apparaît donc aux yeux de l'auteur comme l'invention d'une solution, pour redonner un sens à l'histoire.

On regrettera que la fin du livre sur le développement de la pensée marxiste contemporaine soit plus faible.

Mais Leduc a fait œuvre utile. Son livre reste discutable, bien au-delà de cette courte note. Il n'en reste pas moins un ouvrage à lire et faire lire.

(1) Ed. Julliard, 8,70 NF.

C. G.

ERRATUM

Les coquilles typographiques sont les risques du métier. Je suis un trop vieux journaliste pour l'ignorer. Dans les conditions actuelles de la confection matérielle des périodiques surtout, on ne peut être assuré contre ces risques. C'est pourquoi je ne recours pas souvent aux rectificatifs. Je fais confiance à mes lecteurs qui, d'après une formule consacrée, rectifient d'eux-mêmes.

Cette fois, je dois cependant demander à la rédaction de « Tribune » de bien vouloir insérer l'erratum suivant :

Dans mon article de la semaine dernière : « La rupture avec l'U.R.S.S. », dans le paragraphe « Vers une croisade anticommuniste mondiale » (2^e colonne, lignes 9, 10, 11 et 12), il est imprimé : « Je suis convaincu que même la Pologne se verra obligée de se solidariser avec les Etats du camp socialiste ». Or j'ai écrit : « ... avec les Etats du camp dit socialiste ».

Mes lecteurs savent que je ne reconnais pas le régime économique et social de l'U.R.S.S. et de ses satellites comme « socialiste ». Pour moi, ils vivent dans un système de « capitalisme d'Etat ». Le fait qu'ils se croient socialistes ne change rien à l'appréciation objective.

O. R.

“ Uhuru Lumumba ”

SERGE MICHEL fut l'attaché de presse de Lumumba et c'est cette expérience qu'il relate dans « Uhuru Lumumba ». A la lecture, la constatation majeure qui transparait, sans vouloir être désobligeant pour Serge Michel, le concerne accessoirement. Plus que d'attachés de presse, Lumumba aurait eu besoin de conseillers politiques, auquel cas il aurait moins consacré de temps à ses conférences de presse qu'à l'action auprès des masses. Il semble, en effet, que Lumumba, après tant d'autres, ait été prisonnier de cette curieuse appréciation selon laquelle convaincre les journalistes bourgeois de la justesse d'une cause est un acte politique décisif. Cela tend à les considérer comme des hommes politiques alors qu'ils ne sont, à l'exception de rares cas, que des témoins.

L'aspect anecdotique de « Uhuru Lumumba » (Uhuru = liberté), style grand reportage de « Paris-Match » (en supposant que « Paris-Match » ait sympathisé avec Lumumba) agacera. On suit l'événement, certes, mais l'auteur s'avère incapable de l'interpréter. Confusément sont évoquées les imbrications internationales de l'affaire, trop confusément, hélas ! Si bien qu'il ne reste plus qu'une déclaration d'amitié, sympathique mais insuffisante : l'amitié qui liait Serge Michel à Lumumba.

Une autre question que se pose bientôt le lecteur concerne, elle, Lumumba. Aussi vive qu'ait été sa conviction, le leader congolais pouvait-il formuler ou seulement envisager des perspectives politiques ? Car l'indépendance, qui ne signifie, seule, rien — et nous voyons avec l'Algérie tous les problèmes annexes qui s'y greffent — doit s'appuyer sur un certain nombre de données.

Lumumba ne semble avoir jamais possédé réellement le pouvoir : il n'évoque pas l'éventualité d'un peuple armé ni de nationalisation sans indemnités. Il faut dire sa situation : sa solitude, l'absence d'une force politique consciente le soutenant. Ceci explique l'aspect prophétique de ses déclarations, de ses actes qui rappellent Mossadegh et sa guerre contre les trusts du pétrole.

Le désert politique congolais — résultat de la politique belge, « pas de cadres » — permet aussi de comprendre certaines naïvetés : le voyage chez Bourguiba pour lui expliquer le colonialisme, la demande d'intervention des troupes de l'O.N.U. puis l'étonnement devant le rôle que la troupe « au service de la paix » va jouer, rôle d'autant plus surprenant que les soldats qui l'exécuteront seront ceux d'« amis » : Sékou Touré ou N'Krumah ! L'attaché de presse ne les voit pas. Serge Michel semble, ici, amusé de pouvoir rappeler qu'on l'ait accusé d'être un agent de Moscou, là, il est heureux de voler réellement en Illyouchine. Enfin, l'ouvrage s'achève par une sorte d'apologue mystique, la réincarnation de Lumumba assassiné dans un autre enfant en guenilles, symbole du maintien de l'esprit lumumbiste. Espérons, qu'au contraire, le lumumbisme ne sera que l'amorce du mouvement révolutionnaire africain.

Emile Copfermann.

Julliard éditeur, 12 NF.

Angers - Spectacle

7 AVRIL

une réalisation collective sur le thème « La Liberté ».

Au cours du programme, sera jouée une pièce de Bertolt Brecht :

« LES FUSILS DE LA MERE CARRAR »

Cette œuvre se rapporte à la situation en Espagne pendant la guerre civile. Elle est encore aujourd'hui d'une brûlante actualité puisqu'elle pose le problème de l'impossible neutralité devant la dictature et le fascisme et montre la nécessité pour le peuple de prendre conscience de ses responsabilités politiques.

Tous les adhérents et les sympathisants du Parti sont invités à cette soirée et à lui donner beaucoup de publicité dans leur entourage. La représentation aura lieu à 21 heures, le samedi 7 avril, dans la salle des fêtes du lycée Chevrolier, rue Adrien-Recouvreur.



Cléo de 5 à 7

AVEC ce film, Agnès Varda se hisse au premier rang des metteurs en scène français, aux côtés de ses amis Resnais, Marker et Gatti.

Ce qui fait de Cléo un chef-d'œuvre, ce n'est pas l'audace du style, ni un scénario « Nouvelle Vague », mais une mesure, une justesse de ton, une vérité, enfin, dans la description des personnages et de Paris qui en font l'illustration exemplaire du « point de vue documentaire » dont parlait Vigo.

Une femme, Cléo, atteinte d'un cancer et criant sa mort très proche, erre dans Paris durant une heure et demie en attendant le résultat d'une analyse médicale ; durant quatre-vingt-dix minutes, c'est le long et douloureux dépouillement d'une femme que la superstition, l'angoisse, le refus de communiquer, la coquetterie masquent et empêchent de se révéler à elle-même.

En une lente gestation, la marche la conduit jusqu'au seuil révélateur, jusqu'à ce souffle final : non la mort, mais cette « autre chose » prédite par la cartomancienne ; Antoine, et en même temps l'amour. Cette rencontre naturelle et fulgurante se déroule dans un parc (le parc Montsouris) qui, pour un temps, ignore la guerre d'Algérie (Antoine est soldat) et la maladie de Cléo. Et cet instant parfait détruit par sa beauté le mythe de l'errance et du voyage auquel on croyait déjà : tout véhicule (taxi, ambulance, corbillard) était jusque-là véhicule de mort, moderne représentation de la barque de Charon. Mais le dernier véhicule qui emmène à l'hôpital Cléo et Antoine les conduit à l'assomption d'un bonheur triomphal ; cet autobus transfigure tout, il magnifie un couple qui vient de naître dans un cocon fragile, couple aussi miraculeux qu'un enfant transporté en couveuse.

Parce qu'il est un chant lyrique sur l'affirmation de l'amour, sur la négation de la mort, Cléo de 5 à 7 est le film le plus beau, le plus féminin, le plus déchirant que le cinéma nous ait donné depuis des années.

Enfin, depuis L'Aurore, de Murnau, on n'avait jamais vu la Ville aussi présente, aussi significative, essentielle dans ses détails. Cléo voit le monde en documentariste, autant qu'en ma-

lade à la perception orientée. Rien n'est plus justifié qu'un personnage, situé socialement, et qui voit le monde à sa manière ; la manière de Cléo est remarquable, et nous renvoie à cette évidence « au lieu de regarder bêtement, apprenez à voir ». Aucun film de Nouvelle Vague n'avait pu nous indiquer ainsi ce qu'est un café de Montparnasse, un trajet en taxi, l'attente d'un médecin, l'apparence de l'amour, ou la profondeur d'un être.

Le temps de Cléo de 5 à 7, par sa structure en chapitres, renverse enfin toutes les habitudes de l'ellipse, du retour en arrière, du discontinu, pour nous offrir une durée vécue, une métamorphose radicale de l'espace et des choses.

Dans Positif, Roger Taillieur reprochait à Buffon de ne pas avoir écrit « Le style, c'est la femme ». Tout ici est Femme : le film est une somme de toutes les séductions, chant, poésie, larmes, rires et violence du désir. Le film de Varda est une méditation sur les rues de Paris, les attentats, les déracinés, la maladie, la stupidité de la guerre, le désir d'aimer. On a envie de donner à cette œuvre le plus beau titre qui soit, « le désir dur de durer »...

Le n° 44 de « Positif » est consacré en majeure partie à Agnès Varda.

Pierre Uytterhoeven.

A suivre...

● Du 13 au 15 avril, se déroule le Congrès de la Fédération Française des Ciné-Clubs. Il risque de s'y passer des choses : en effet, le Congrès aura, sans doute, à parler d'un projet de réforme des statuts, réforme tendant à faire admettre la Fédération comme association reconnue d'utilité publique. Ce qui entraînerait, à côté d'avantages financiers sans doute appréciables, une mainmise du Pouvoir sur cette Fédération, jusqu'ici indépendante. Si la F.F.C.C., qui est la plus importante Fédération de ciné-clubs français, se voit demain flanquée de ministres de tutelle, ce sera une petite défaite pour la gauche française.

M. R.

DANIEL LIGOU

HISTOIRE DU SOCIALISME EN FRANCE (1871-1961)

LETTRE-PRÉFACE DE PIERRE MENDES-FRANCE

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE



LE PARTI SOCIALISTE UNIFIE



**Vous a toujours appelés à la lutte
pour la paix négociée en Algérie
Avec vous, il salue le cessez-le-feu**

**Le référendum du 8 avril est un plébiscite par lequel
le chef de l'Etat exige l'approbation aveugle
de sa politique pour le passé et pour l'avenir
par une réponse de soumission à sa personne**

UNE FOIS DE PLUS, LE P.S.U. DENONCE LE REFERENDUM-PLEBISCITE

**A TOUS LES DÉMOCRATES,
A TOUS LES TRAVAILLEURS,**

Le P.S.U. demande de refuser le OUI

Sur votre bulletin, écrivez :

**OUI A LA PAIX!
NON AU POUVOIR GAULLISTE!**

**Vous pouvez utiliser des bulletins portant cette formule : Oui à la Paix,
non au pouvoir gaulliste ! Ou bien surcharger ou barrer les bulletins officiels**

Adhérez au P.S.U. - 8, rue Henner - Paris-9^e